



AUGMENTATION DES CAPACITÉS DE MANUTENTION DES CONTENEURS

Le réaménagement du terminal du port d'Alger en marche

P.2



Six membres d'une même famille meurent intoxiqués au monoxyde de carbone à Cherarba

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 17 JANVIER 2023 // N°474 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

UN NOUVEL ÉLAN EST DONNÉ AUX ACCORDS-CADRES D'ALGER POUR RÉDUIRE LES DIVERGENCES

L'Algérie reprend la main sur le dossier du Nord-Mali

● PAIX, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT AU NORD-MALI : LES COMMUNAUTÉS DE GAO SE CONCERTENT

● UN COLLOQUE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT AU SAHEL ORGANISÉ À ALGER

Lire en page 3



CHAN 2023

CONSTANTINE

Une ambiance festive

P.11



CHAMPIONNAT AFRICAIN DES LOCAUX 2022/G3/1^{RE} JOURNÉE

Victoire de Madagascar sur le Ghana (2-1)

P.11

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU CHAN 2022

Le speaker omanais Khalil al-Balushi en fait l'éloge

P.11

L'ENTRAÎNEUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL A' DU MALI

« L'Algérie a les capacités sportives d'organiser la CAN-2025 »

P.11

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU MOUVEMENT PALESTINIEN FATAH, JIBRIL RAJOUB, À ALGER :

« Je suis porteur d'un message de reconnaissance envers l'Algérie »

P.3



Quand les médias marocains déforment le

P.16

Entrée en service de l'usine de production d'insuline de Boufarik

P.16

PASSERELLES ENTRE LES ENTREPRISES ET LES UNIVERSITÉS

Comblent le fossé entre la recherche et le développement

P.4

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

A la recherche d'une vision fraîche et partagée

P.5



ET LE CHAT RONRONNAIT TRANQUILLEMENT CHEZ LUI... MAUVAISES PRESSE, MAUVAISE PUB

Quelle mouche a donc piqué le président de l'Association de défense et de promotion des droits du consommateur, Mustafa Zebdi, en sonnant l'alerte sur de la viande de chat qui serait vendue à Constantine en plein CHAN 2022 ? L'information a été répercutée sur les réseaux sociaux pour devenir virale, d'autant que des vidéos montées à la va-vite criaient au scandale et montraient l'Algérie du doigt. Sans prendre la peine de vérifier et de recouper, certains médias nationaux ont fait le jeu des fake news en ajoutant foi à l'information. Finalement, il n'y avait pas de quoi... fouet-



ter un chat. Aucune boucherie ni à Constantine ni à Gué de Constantine n'a vendu de la viande suspecte. C'était juste des mesures affichées au profit des consommateurs dans la commune de Gué de Constantine les orientant à exiger que la queue et la tête soient laissées aux lapins mis

en vente pour donner plus de crédit à la viande de l'animal exposée sur les étals. En plein CHAN 2022 et ces cohortes de délégations étrangères, c'était se faire du hara-kiri pur et simple que d'ajouter foi à semblables balivernes.

HUMAN RIGHTS WATCH ÉPINGLE LES MANQUEMENTS DU MAROC DANS L'AFFAIRE GDEIM IZIK

19 militants sahraouis sont en prison depuis des années après que les tribunaux marocains les ont condamnés pour des procédures inéquitables, ont déclaré hier, Human Rights Watch et Amnesty International. Un groupe connu sous le nom de Gdeim Izik a été condamné pour son rôle présumé dans les violences meurtrières du 8 novembre 2010, lorsque la police marocaine a démantelé un camp de protestation au Sahara occidental. Les procès ont été entachés par des « aveux » forcés, que les accusés ont niés au motif qu'ils leur avaient été extorqués sous la torture. « Jusqu'à présent, dix-neuf hommes ont passé 12 ans en prison, et ils ont plusieurs années encore, après des procès qui se sont largement appuyés sur des aveux douteux », a déclaré Lama Fakhri, directrice pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Human Rights Watch. Le passage du temps n'a fait qu'accroître l'injustice dans cette affaire.

LE KREMLIN PROMET DE "BRÛLER" LES CHARS OCCIDENTAUX

Quarante-huit heures après l'annonce de Londres d'une livraison prochaine de blindés Challenger 2 à l'Ukraine, ce qui constituera la première livraison de chars lourds de fabrication occidentale à Kiev, le Kremlin a juré de "brûler" les chars que les Occidentaux comptent livrer à l'Ukraine. « Ces chars brûlent et brûleront », a ainsi déclaré Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, dans son briefing téléphonique quotidien à la presse, a rapporté Le Point. Le responsable a estimé une fois encore que les Occidentaux utilisaient l'Ukraine « pour atteindre des objectifs anti-russes » et que le Kremlin restait

déterminé à atteindre « les objectifs de l'opération militaire spéciale », euphémisme des autorités russes pour décrire l'offensive contre leur voisin. Motivées et fortes d'une aide militaire et financière croissante, les forces ukrainiennes ont repoussé l'armée russe en lui infligeant au printemps dernier et à l'automne des revers cinglants. Mais Kiev dit avoir besoin de chars lourds, de blindés légers, de systèmes de missiles longue portée et de défenses antiaériennes pour vaincre définitivement l'armée russe et reprendre la totalité des territoires que Moscou occupe dans l'est et le sud de l'Ukraine.

FRANCE : 13 CHARS LECLERC ENVOYÉS EN ROUMANIE POUR RENFORCER LA DÉFENSE DU FLANC ORIENTAL DE L'OTAN

L'armée française a commencé hier, à Mourmelon-le-Grand (Marne) le chargement, sur des trains internationaux, de treize chars Leclerc qui doivent rejoindre la base militaire de Cincu, en Roumanie, dans le cadre de l'opération « Aigle », pour renforcer la défense du flanc oriental de l'OTAN. Ce chargement est « le dernier acte d'une opération logistique complexe, qui a consisté à acheminer par voie routière et par voie ferrée un bataillon blindé en direction de la Roumanie », a expliqué le colonel Samuel, responsable de la logistique au sein du poste de commandement Terre-Europe continentale de Lille. L'objectif est de renforcer la mission, sous commandement français, lancée le 28 février 2022 en réaction aux frappes russes en Ukraine. Les treize chars et « deux engins de dépannage de la même gamme » - avoisinant chacun, avec leur porte-engin blindé, les 100 tonnes - vont parcourir « un peu plus de 2 000 kilomètres », soit « une semaine de trajet, par voie ferrée, à travers cinq pays différents d'Europe », a-t-il détaillé. « Ce sont des engins de combat puissants, mais (...) positionnés dans une posture défensive », a-t-il précisé.

AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ DE MANUTENTION DES CONTENEURS ET RÉDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE DES NAVIRES RÉAMÉNAGEMENT DU TERMINAL DU PORT D'ALGER

L'entreprise DP World Djazair, gestionnaire du port d'Alger, a annoncé mardi dans un communiqué, le parachèvement des travaux de modernisation de son terminal à conteneurs. Ces améliorations, faisant du port d'Alger "une installation de premier plan dans le pays", ont permis d'"augmenter la capacité de manutention des conteneurs, de réduire les temps d'attente des navires et d'ajouter de nouveaux services logistiques". DP World a investi plus de 114 millions de dollars dans la modernisation des infrastructures, des équipements et des systèmes numériques du terminal, et ce, depuis la signature de l'accord de



concession en 2009, indique-t-on dans le communiqué. Ces investissements ont permis de faire passer la capacité globale du terminal de 250.000 EVP (équivalent vingt pieds) à 755.600 EVP par an, relève le document, ajoutant que les temps d'attente des navires ont également été réduits,

passant de 10 jours en 2009 à moins d'un jour actuellement pour les unités plus petites. Selon la même source, le port d'Alger peut désormais accueillir des navires transportant jusqu'à 2.000 EVP avec un temps d'attente moyen pour les grands navires réduit de 50 %.

ETUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE L'ALGÉRIE DEUXIÈME PAYS AFRICAIN

Selon les données de Campus France, le nombre d'étudiants étrangers en France compte plus de 400 000 étudiants dans les universités françaises durant l'année scolaire 2021/2022, dont beaucoup d'Algériens. L'Algérie est en deuxième place, avec 31 000 représentants. Le Maroc monopolise la première place, avec

plus de 40 000 dans l'enseignement supérieur l'année dernière, représentant à eux seuls plus de 10 % de la totalité des étudiants étrangers en France. Le Sénégal lui se classe cinquième, suivi de la Tunisie. Viennent ensuite la Côte d'Ivoire, en huitième place, et le Cameroun qui ferme ce top 10. Pour tous ces pays, ces chiffres

sont en forte augmentation depuis 2016. Si l'augmentation avait ralenti lors de la crise du Covid-19 en 2020, elle a depuis repris sa progression. L'année en cours ne devrait pas faire changer la tendance. La rentrée universitaire 2022-2023 a enregistré un record de candidatures de la part des étudiants étrangers.

NORD STREAM 2

LA GRANDE-BRETAGNE A-T-ELLE SOUS-TRAITÉ LE SABOTAGE DES PIPELINES POUR WASHINGTON ?

Le gouvernement russe a accusé la Grande-Bretagne d'avoir joué un rôle majeur dans les explosions ayant frappé les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2, le 26 septembre. De puissantes explosions sous-marines ont fait des trous béants dans ces deux gazoducs, qui transportent du gaz naturel russe sur 1,408 kilomètres sous la mer Baltique jusqu'en Allemagne. Ces gazoducs ont une capacité annuelle conjointe de 110 milliards de mètres

cubes de gaz, soit plus de 50 pour cent du volume normal des exportations de gaz russes. Un porte-parole du ministère russe de la Défense a déclaré : « Selon les informations disponibles, des représentants de cette unité de la marine britannique ont pris part à la planification, à la fourniture et à la mise en œuvre d'une attaque terroriste en mer Baltique le 26 septembre dernier, faisant exploser les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2. »

COP27 : « LA CHINE ET L'AFRIQUE SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE »

Premier partenaire commercial de l'Afrique et premier émetteur mondial de CO2, la Chine est-elle un partenaire sur lequel les pays africains peuvent compter dans la crise climatique ? L'économiste Jean-Joseph Boillot, spécialiste des économies émergentes, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), répond : « De mon point de vue, c'est assez clair. Il faut bien comprendre que le vrai architecte de la solution climatique est le G20. Le sommet de Bali (les

15-16 novembre) est de ce point de vue un rendez-vous beaucoup plus important sur le plan politique. « Du coup, la Chine défend une position que je qualifierais de malicieuse : elle laisse l'Afrique au poste de commande de la COP27. L'Afrique s'est extrêmement bien préparée, elle tient l'essentiel des clés de cette conférence. Avec l'absence de Xi Jinping, la Chine va laisser les pays africains jouer sur leur registre sachant qu'ils sont à 80% sur la même longueur d'onde ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



UN NOUVEL ÉLAN EST DONNÉ AUX ACCORDS-CADRES D'ALGER POUR RÉDUIRE LES DIVERGENCES

L'Algérie reprend la main sur le dossier du Nord-Mali

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier, à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, et le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale de la République du Mali, le colonel Ismaël Wagué.

Cette visite fait suite à celle du chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, au Mali, où il a eu des entretiens avec son homologue malien, Abdoulaye Diop, ainsi qu'avec le ministre de la Réconciliation nationale, chargé de l'Accord de paix et de réconciliation, le colonel Ismaël Wagué. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les relations bilatérales et les moyens de leur développement, outre les perspectives de redynamisation et de renforcement de la cadence de mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation en collaboration avec toutes les parties maliennes dans le cadre des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de l'Accord supervisés par l'Algérie, précise le communiqué.

Pour rappel, les deux ministres maliens sont arrivés dimanche soir à Alger dans le cadre d'une visite de travail en tant qu'envoyés spéciaux du président malien



de la transition, Assimi Goïta, et ce, suite à la visite effectuée récemment par Lamamra à Bamako en tant qu'Envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les deux pays frères, conclut le communiqué. Les accords d'Alger,

contractés en 2015, connaissent des couacs qui empêchent les choses d'avancer. Tantôt c'est Bamako qui tergiverse, tantôt c'est la Confédération des Mouvements de l'Azawad qui conteste et recule. Au final, on tourne en rond, et rares ont été les avancées faites sur le terrain, au grand dam des populations locales.

Les belligérants ont demandé à l'Algérie de reprendre les manettes afin de booster la paix et de contraindre, par la force des accords contractés, toutes les parties à s'y conformer. Le risque est grand de voir perdurer la crise. Bamako en a pleine conscience. La CMA également.

F. O.

PAIX, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT AU NORD-MALI

Les communautés de Gao se concertent

Les participants ont fait une batterie de recommandations aux autorités pour que les populations des régions du Nord puissent vivre en paix et en harmonie

Les différentes communautés de Gao se sont récemment rencontrées en vue de renforcer la paix, la sécurité, la cohésion sociale et le développement dans la région. La rencontre s'est déroulée en présence du chef de cabinet du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, Mahamadou Dioura, du gouverneur de la

Région de Gao, le général de brigade Moussa Traoré et du président du Cadre de concertation, Ali Bady Maiga.

Après quatre jours de travaux, le document de synthèse des discussions a été présenté par le chef de cabinet du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Dans ce document, les communautés ont exhorté les autorités à redéployer l'Armée dans toutes les régions du Nord afin de lutter contre le terrorisme, les assassinats ciblés, les enlèvements, les

braquages, les vols du bétail. Il a été aussi demandé aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'impunité et pour faire en sorte que tous les auteurs, les commanditaires et les complices des crimes soient arrêtés et poursuivis en justice.

Le recrutement des fils du terroir dans les corps des Forces armées et de sécurité a été aussi recommandé par les participants. Tout comme l'accélération du désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), la création d'emploi, la bonne distribution de la justice et la bonne gouvernance, le

renforcement des patrouilles mixtes afin de contenir les activités criminelles.

Les participants ont également demandé l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, l'érection des cercles de Bourem et Ansongo en régions dans le nouveau plan de découpage, la reconnaissance de la Nation à l'endroit des fils les plus méritants et l'accompagnement des populations et structures suite à la cessation des activités des ONG financées par la France.

I.M.Amine/avec L'Essor malien

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU MOUVEMENT PALESTINIEN FATAH, JIBRIL RAJOUR, À ALGER :

« JE SUIS PORTEUR D'UN MESSAGE DE RECONNAISSANCE ENVERS L'ALGÉRIE »

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu hier à Alger le Secrétaire du Comité central du mouvement palestinien Fatah, Jibril Rajoub, Envoyé spécial du président palestinien, Mahmoud Abbas, indique un communiqué de l'Assemblée.

Lors de la rencontre, Boughali a réaffirmé "les positions fermes de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne et son importance capitale pour l'Algérie et la Nation arabe", rappelant par la même occasion "l'initiative du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la tenue de la conférence pour l'unification des rangs palestiniens, concrétisée par la Déclaration historique d'Alger".

Rajoub a affirmé "être venu en Algérie porteur d'un message de gratitude et de reconnaissance envers l'Algérie pour les positions fermes affichées tendant à réunir les facteurs de force et renforcer la capacité de résistance des Palestiniens face à l'occupation", exprimant "sa grande considération pour le soutien apporté par l'Algérie à la question palestinienne à chaque étape".

Il a cité, dans ce sens, "le récent projet visant à contenir la division sur la scène palestinienne et à réaliser l'unité nationale", précise le communiqué.

Rappelant que la question palestinienne signifie "l'établissement d'un Etat totalement souverain sur les territoires palestiniens avec Al-Qods pour capitale", le responsable palestinien a saisi

l'occasion pour "adresser ses remerciements à l'Algérie pour avoir déjoué par ses fermes positions les tentatives de contenir la direction palestinienne, ainsi qu'au président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, pour les efforts consentis pour la tenue de la rencontre historique entre les factions palestiniennes, notamment en ces circonstances difficiles que traverse la Palestine occupée".

Rajoub a aussi rappelé "l'engagement de faire aboutir l'initiative d'unification des rangs et de réalisation de l'unité palestinienne comme condition sine qua non pour l'établissement d'un Etat indépendant", affirmant "qu'il s'agit d'un impératif pour faire front uni face à l'occupation", conclut le document.

I.Med

UN COLLOQUE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT AU SAHEL ORGANISÉ À ALGER L'ex-chef d'Etat du Niger, Issoufou, encense le rôle pionnier de l'Algérie

L'Institut national des études de stratégie globale (INESG) a organisé hier, à Alger, un colloque regroupant des experts techniques pour le groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, afin de faire l'évaluation des stratégies menées pour résoudre les différentes crises dans cette région.

Présidé par l'ancien chef d'Etat du Niger, Mahamadou Issoufou, ce panel, qui regroupe plusieurs experts africains, effectue sa première mission en Algérie, pour poursuivre les discussions de haut niveau déjà entamées. A l'ouverture des travaux, qui se sont déroulés en présence de

chercheurs et professeurs algériens, le ministre des Finances nigérien et chef de la délégation, Abdallah Boureima, a énuméré les différents défis que la région du Sahel doit relever, à savoir la sécurité, la gouvernance, le climat et le développement. Dans ce sens, il a indiqué que "face à toutes ces crises, des stratégies ont été mises en place au sein des Etats concernés, aux niveaux régional et continental", soulignant la nécessité de "proposer d'autres pistes de solution pour résoudre ces crises et faire l'évaluation des stratégies menées dans le Sahel". Selon l'interlocuteur, "le bilan

est mitigé malgré les différentes stratégies mises en place car les crises continuent et s'accumulent, avec toutes les conséquences humaines entre morts, blessés et déplacés". A cet effet, il a affirmé que l'Algérie a accumulé de l'expérience dans ce domaine et "est pionnière dans la résolution de beaucoup de crises, notamment sécuritaires".

Le ministre nigérien a insisté sur quatre piliers fondamentaux qui composent cette mission, en l'occurrence "sécurité, renforcement des institutions, coopération régionale et financement".

I.M./avec APS



PASSERELLES ENTRE LES ENTREPRISES ET LES UNIVERSITÉS

Comblent le fossé entre la recherche et le développement

Il y a nécessité de médiatiser les offres de service pouvant être prises en charge par les nouveaux bureaux d'études, dans le but de décrocher des marchés à l'échelle régionale, voire nationale...

Afin de valoriser les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a entamé, depuis quelque temps, l'ouverture de bureaux d'études affiliés à des entreprises économiques au sein des établissements universitaires. Après l'Ecole polytechnique d'El Harrach, c'est au tour des cinq écoles supérieures qui composent le pôle universitaire de Koléa, à Tipaza, de lancer officiellement leurs bureaux d'études technico-économiques. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, qui a assisté à cet événement, accompagné du wali de Tipaza, Abou Bakr Essedik Boucetta, a rappelé à cette occasion que la création de ces bureaux traduit les directives du président de la République, M. Abdelmadjid



Tebboune, visant à donner la liberté académique aux établissements universitaires et à faire des établissements universitaires, à travers le territoire national, « le pilier du développement local ». Le ministre a expliqué que cette démarche entre « dans le cadre des efforts visant à transformer le savoir en produit commercialisable et à valoriser les résultats de l'enseignement, de la formation, de la recherche et de l'innovation ».

Une note a été adressée, en novembre dernier, aux responsables des conférences régionales et, à travers eux, aux directeurs des établissements d'enseignement supérieur, les appelant à redoubler d'efforts pour développer la politique de formation et de recherche en adhérant à la nouvelle stratégie du secteur par l'ouverture, dans les établissements d'enseignement supérieur, de bureaux d'études affiliés à des entreprises économiques en vue de créer de la richesse. Selon le ministre en charge du secteur, cette mesure permettra aux établissements d'enseignement supérieur de développer des offres de services en matière d'expertise, d'études et de conseil en direction des administrations et des entreprises économiques publiques et privées et de répondre ainsi aux exigences de leur environnement économique et social. Les

directeurs des cinq écoles du pôle universitaire de Koléa, en l'occurrence ceux de l'Ensea, de l'Ecole supérieure de gestion et d'économie numérique, de l'Ecole des hautes études commerciales (Ehec), de l'Ecole supérieure du commerce et de l'Ecole supérieure de management ont tous insisté sur le fait que la création de ces filiales va leur permettre, sans doute, de « participer plus aisément aux activités socioéconomiques de la région », en ce sens que les enseignants le faisaient auparavant à titre personnel et que, « désormais, c'est l'établissement universitaire qui en sera l'initiateur ». Tout en appelant la communauté universitaire à se rapprocher davantage du monde économique, Baddari a mis l'accent sur la nécessité de médiatiser les offres de service pouvant être prises en charge par ces nouveaux bureaux d'études, afin de décrocher des marchés à l'échelle régionale, voire nationale, en fonction des activités de la spécialité de chaque école. Le bureau d'études de l'Ehec, à titre d'exemple, propose conseil, formation et accompagnement, alors que celui de l'Ensea peut prendre en charge la réalisation des sondages, les études de marché et les études technico-économiques.

R. N.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

FORMATION DES FUTURS CADRES ALGÉRIENS

Présidant la cérémonie du lancement de la leçon inaugurale pour les étudiants de première année de l'Ecole nationale d'administration Ahmed-Medeghri, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé que « la formation à laquelle s'attendent les élèves de première année doit suivre l'évolution dans le domaine de l'administration au niveau national et international ».

Etant le vivier des futurs gestionnaires de l'administration publique, Brahim Merad a expliqué que « cette Ecole supérieure devrait former en suivant l'évolution du rythme de développement selon les normes internationales ». Evoquant les nouveaux inscrits qui entament leur formation, le ministre a souligné que « la nouvelle promotion, qui débutera sa formation au cours de l'année académique 2022/23, sont les cadres de demain et qu'ils sont appelés à être sérieux dans la formation pour élever le niveau de performance », d'autant plus que « l'Ecole nationale d'administration dispense des formations de haut niveau depuis des décennies », a-t-il indiqué. Poursuivant son argumentaire au sujet de l'Ecole nationale d'administration, Merad a indiqué : « La leçon introductive, qui traite de la question de l'efficacité publique, reflète ce que l'administration algérienne fait au quotidien afin d'être efficace et faire du citoyen le centre de son attention et en faisant de lui un élément efficace des affaires publiques. » Ajoutant : « Les événements survenus à tous les niveaux nous poussent à fixer des objectifs et à travailler d'arrache-pied pour les atteindre l'excellence selon de nouveaux mécanismes et moyens de gestion afin de mieux prendre en charge les préoccupations du citoyen ». Pour sa part, le directeur général de l'Ecole nationale d'administration, Abdelmalek Mezhoud, a indiqué que « l'Ecole a visé cette année les excellents diplômés universitaires dans le domaine des sciences administratives, économiques, juridiques, politiques et de gestion, en adoptant la condition de l'obtention du classement "A" ou "B" pour candidature, qui est le classement qu'a adopté le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour couronner les excellents titulaires de certificats, que ce soit au niveau licence ou master ». Et d'ajouter à ce sujet : « La modification des conditions d'admission a permis de réduire le nombre de candidats en 2021 de 9 000 à environ 3 100 candidats en 2022, tous de niveau excellence, permettant à l'Ecole d'inscrire cette année une promotion d'élite. » Il a également indiqué que « le thème de la leçon inaugurale de cette saison s'inscrit dans la lignée de ce que vit l'Algérie en termes de transformations vers une administration publique axée sur les résultats, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme budgétaire », c'est-à-dire « l'adoption de la loi organique de la loi de finances 2023 », a-t-il souligné.

R. N.

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER

L'Etat prend en charge les frais de rapatriement des dépouilles

L'Etat se charge, désormais, de couvrir les frais liés au rapatriement des dépouilles des membres de la communauté établie à l'étranger, quel que soit leur statut. Badis Khenissa, créateur d'un think tank en France et président de la commission chargée de la communauté nationale établie à l'étranger au sein de l'Observatoire national de la société civile, confirme que l'article 72 de la loi de finances de 2023 consacre, depuis le 1er janvier dernier, la possibilité de couvrir les frais de rapatriement des dépouilles des citoyens vivant à l'étranger. Selon lui, une note interne sera diffusée à toutes les représentations consulaires afin de s'assurer de son application comme l'a exigé le chef de

l'Etat. Il a rappelé que par le passé la mesure était limitée à des cas précis, à savoir ceux qui sont officiellement déclarés et remplissant certaines conditions, notamment financières. L'aide des autorités algériennes avait concerné uniquement les personnes à faibles revenus ou vivant dans des situations de précarité. « Encore une fois, une promesse tenue par le président de la République a pour objectif de confirmer que l'Algérie est mère de tous ses enfants et de renforcer la cohésion nationale », a expliqué Khenissa. « Cet acquis historique que le Président a concrétisé dans le cadre de son programme permet maintenant aux ayants droit de réclamer cette faveur », renchérit-il, avant de rappeler que les

frais du rapatriement des Algériens décédés à l'étranger étaient exorbitants. « Seulement, pour garantir l'application de la mesure, des mesures d'application doivent être transmises à toutes les chancelleries et représentations diplomatiques algériennes », a renchérit notre interlocuteur. Ce dernier a salué une décision traduisant, d'après lui, « un message fort de la part du président de la République qui consiste à intégrer la communauté internationale dans l'équation de développement du pays, loin de toute ségrégation et à consolider le sentiment d'appartenance à travers des mesures plus que symboliques qui garantissent la dignité des défunts et de leurs ayants droit ». Mieux, il pense que

la décision « est de nature à faire taire toutes les voix dissonantes tentées de jouer sur la corde de la désunion en Algérie qui tend sous la direction de Abdelmadjid Tebboune à créer des passerelles avec la communauté nationale établie à l'étranger ». De son point de vue, l'approche présidentielle est en totale adéquation avec les enjeux et les attentes de l'Algérie nouvelle. Pour Khenissa, « cette disposition nouvelle a un caractère assez singulier dans la mesure où elle ne se fait nulle part ailleurs dans le monde ». Il se réjouit enfin du fait qu'elle facilite l'apport de la diaspora au profit de l'intérêt du pays.

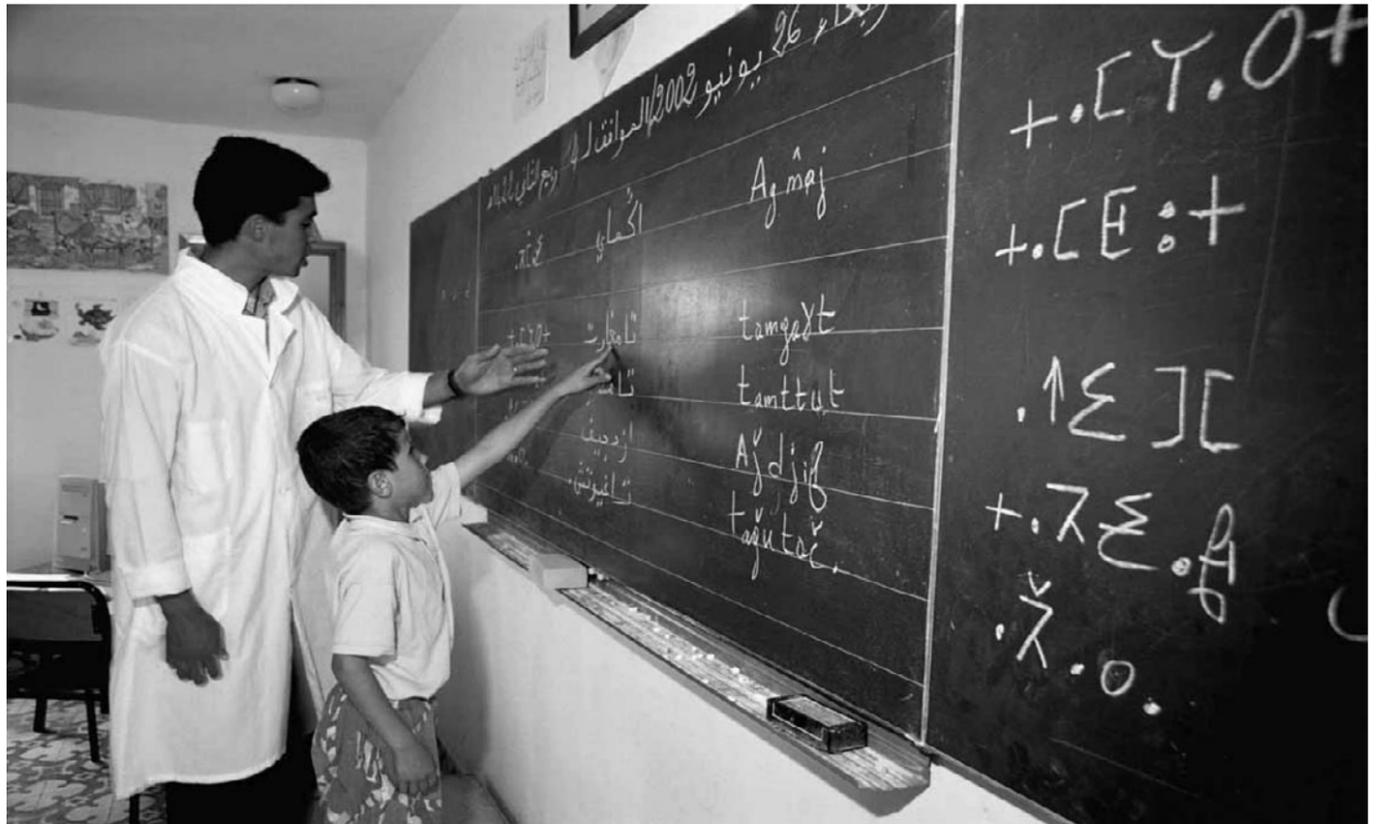
R. N.

EDUCATION NATIONALE

Organisation d'une rencontre sur l'enseignement de tamazight

« L'enseignement de tamazight est toujours facultatif à l'école. Le refus de participer à des cours de tamazight dans des écoles dans certaines wilayas est lié à cela ».

Une rencontre consultative entre le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, et le Secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a eu lieu, dimanche dernier, au siège du ministère, a indiqué le ministère dans un communiqué. Lors de cette réunion élargie, à laquelle ont pris part plusieurs cadres, un ensemble de points liés au processus d'enseignement de tamazight dans le secteur ont été abordés. Les deux parties ont également passé en revue certains des problèmes qui entravent le processus de généralisation progressive de la langue amazighe au niveau des établissements d'enseignement dans certaines wilayas. Dans le même contexte, le ministre de l'Education nationale a affirmé « la disponibilité de son département ministériel à traiter et prendre en charge les différentes saisines et signalements enregistrés par le HCA à cet égard », tout en adoptant « sa proposition qui prévoit l'organisation d'un colloque national avec ceux concernés par le secteur de l'éducation nationale sur les problèmes pédagogiques et administratifs liés à la stratégie de généralisation de l'enseignement de Tamazight ». Pour sa part, Si El Hachemi Assad a mis l'accent sur « la nécessité de



renforcer le partenariat existant entre son département et le secteur de l'Education nationale», expliquant « l'importance de l'initiative du HCA visant à inclure certains amendements dans la loi d'orientation scolaire 04-08 du 23 janvier 2008, en tant que proposition adressée aux hautes autorités de l'Etat sur la base des dispositions de la Constitution de novembre 2020 ». « A l'issue de cette réunion de

concertation, la période d'organisation du colloque national consacré au processus d'enseignement de la langue amazighe a été fixée avant les vacances scolaires du printemps 2023 », a précisé le ministère. Dans le même contexte, un groupe de travail conjoint a été mis en place pour préparer la formule d'organisation de ce colloque avec l'attribution d'une directive ministérielle qui traite-

rait des différentes problématiques dénombrées. A Ghardaïa, où ont été organisées les festivités officielles de Yennayer 2973, le Nouvel An amazigh, le SG du HCA a lancé un appel pour amender la loi sur l'orientation scolaire et a regretté le gel depuis 2015 du comité mixte réunissant le HCA et le ministère de l'Education nationale. « L'enseignement de tamazight est toujours facultatif à l'école. Le refus de participer à des cours de tamazight dans des écoles dans certaines wilayas est lié à cela. Nous voulons que tamazight devienne une matière scolaire comme les autres (...) Le temps est venu d'élaborer un plan national clair pour généraliser l'enseignement de tamazight graduellement et sans précipitation. Il s'agit également de renforcer les contingents d'enseignants dans les trois paliers de l'enseignement scolaire, primaire, moyen et secondaire », a-t-il plaidé. **Y. B.**

16e congrès du Front Polisario : Le message de Salah Goudjil

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a adressé une lettre de soutien au 16ème Congrès du Front Polisario à travers laquelle il a tenu à confirmer « la légitimité de tous les choix faits par les peuples dans leurs guerres de libération, comme l'a fait l'Algérie ».

Le discours a été prononcé au nom de M. Salah Goudjil par M. Omar Dadi Adoun, président de la commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté nationale à l'étranger, à travers lequel il a réaffirmé « la position ferme et inconditionnelle de l'Algérie en faveur de la cause du peuple sahraoui et de son droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'établissement d'un État pleinement souverain, conformément à la légitimité internationale et aux résolutions des Nations Unies, et affirmé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en toutes occasions et devant toutes les institutions régionales et internationales. Cette position a été concrétisée à de nombreuses occasions et est fondée sur les principes de la politique étrangère de notre pays, inspirée par sa référence de Novembre, contre toutes les formes de colonialisme et en soutien à tous les mouvements de libération dans le monde ». Dans son discours, M. Salah Goudjil a également salué les réalisations et les victoires du

Front POLISARIO en tant que seul représentant légitime du peuple sahraoui, les victoires obtenues aux niveaux politique, juridique et militaire face aux manœuvres de l'occupant, qui a déformé la région avec ses ambitions coloniales par la désinformation et sa volonté de faire passer sa thèse visant à recycler le colonialisme sous une nouvelle forme. Le président du Conseil de la nation a également souligné : « La légitimité de

tous les choix faits par les peuples dans leurs guerres de libération, tout comme l'Algérie, et a salué la solidarité internationale croissante avec la cause sahraouie. Les efforts doivent être intensifiés et un soutien supplémentaire mobilisé pour la décolonisation de l'Afrique en confirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance ».

R. N.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

A la recherche d'une vision fraîche et partagée

Le coup d'envoi des activités des "groupes de discussion des jeunes" a été donné à Saïda en vue de l'élaboration de la feuille de route du Conseil supérieur de la jeunesse visant à concrétiser les ambitions de cette frange de la société. Plus de 400 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, qui représentent 14 wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, ont pris part à cet événement, tenu au Complexe sportif 13-Avril 1958. Les jeunes, répartis en neuf groupes de 15 et encadrés par de jeunes talents et formateurs, pourront exprimer leurs opinions et faire part de leurs préoccupations, afin de contribuer à cristalliser une nouvelle vision pour tracer une feuille de route du Conseil supérieur de la jeunesse pour les dix prochaines années, selon les organisateurs. Le président du CSJ, Mustapha Hidaoui, en compagnie des autorités locales, a donné le coup d'envoi de cette manifestation à la salle des conférences du centre de loisirs Professeur Ouardi-Okacha de Saïda.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Hidaoui a souligné que "les groupes de discussion des jeunes sont une activité qualitative qui exprime la maturité des jeunes d'aujourd'hui et la nouvelle démarche pour édifier une nouvelle Algérie avec l'aide de ses jeunes hommes et femmes". "A travers l'organisation de ces événements, nous cherchons à construire une nouvelle vision qui constituera une feuille de route pour le Conseil supérieur de la jeunesse, s'étendant de l'année en cours à 2033, en présentant un ensemble d'idées et de directives qui incarneront les aspirations de la jeunesse", a-t-il indiqué, signalant œuvrer côte à côte avec les différentes catégories de jeunes à travers le pays pour "mettre en place une nouvelle direction qui soit cohérente avec les réalisations du pays en termes de dynamisme et de développement dans tous les domaines". M. Hidaoui a appelé la jeunesse à "s'armer de détermination pour contribuer à l'édification d'une nouvelle Algérie dans

tous les domaines politique, culturel, sportif, social et autres", soulignant que "la jeunesse est au centre du processus de développement du pays". Pour sa part, le wali de Saïda, Ahmed Boudouh, a mis en évidence, dans son allocution, le rôle du Conseil supérieur de la jeunesse dans la construction de stratégies à long terme liées à la jeunesse, conformément à la ferme conviction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant au rôle de la jeunesse dans la construction de la nouvelle Algérie. Le wali a souligné que la construction de l'Algérie nouvelle a été exprimée par une volonté politique sincère et concrétisée à de nombreuses reprises, car, a-t-il souligné, "la catégorie des jeunes représente un facteur essentiel dans une dynamique continue qui permet au pays de garantir les moyens d'une vie décente". Les activités des "groupes de discussion des jeunes" se poursuivront jusqu'à fin janvier à travers l'ensemble du pays.

R.N.

IL TENTE DE LEUR REDONNER UNE SECONDE VIE

L'Etat vole au secours des entreprises

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a présidé, récemment à Alger, une réunion consacrée à l'examen des mécanismes nécessaires à la relance de l'activité de l'usine Tuberie Gaz de Tébessa (TGT) et de l'usine de transformation de verre Sovest à Tébessa...



L'Etat veut apporter soutien et aide à l'industrie du verre et de tuberie, en cherchant des formules devant permettre de relancer l'activité de l'usine Tuberie Gaz de Tébessa (TGT) et de l'usine de transformation de verre Sovest à Tébessa. Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a évoqué la situation de ces deux entités, mettant l'accent sur la nécessité de leur redonner une seconde vie. Le ministre a présidé, récemment à Alger, une réunion consacrée à l'examen des mécanismes nécessaires à la relance de l'activité de ces deux entreprises, indique un communiqué du ministère. Ont pris part à cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère, le P-DG de la Banque extérieure d'Algérie

(BEA), ainsi que des responsables du Groupe des Industries métallurgiques et sidérurgiques-Algérie (IMETAL), du Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) et l'Entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires (Ferrovial), ajoute le communiqué. Cette réunion vise à examiner des méca-

nismes d'accélération du processus de relance des deux usines TGT et Sovest, qui étaient des filiales de chacun des groupes "Imetal" et "ACS", respectivement, avant que leur propriété ne soit transférée à la BEA, précise le même communiqué. Lors de cette rencontre, M. Zaghdar a donné des instructions pour préparer un dossier

de relance de l'activité de ces deux entreprises et de les réintégrer dans les portefeuilles des deux groupes publics afin de les soumettre au Conseil des participations de l'Etat dans les meilleurs délais. Lors de sa visite dans la wilaya de Tébessa, la semaine dernière, le ministre a inspecté la TGT qui produisait des tubes en acier et accessoires

d'attache, dont la production est suspendue depuis 1999, ainsi que la Sovest, créé en 1995 sans pouvoir entrer en service, a rappelé le communiqué. A cet égard, le ministre a souligné "la nécessité de relancer ces deux entreprises en raison de leur importance économique aux niveaux local et national", selon la même source. **Y. S.**

Sonatrach : plus de 58 milliards DA consacrés à la protection des sites énergétiques en 2021

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a consacré plus de 58 milliards de dinars (environ 400 millions de dollars) durant l'année 2021 à la protection de ses installations énergétiques névralgiques, a indiqué dimanche à Alger, le P-DG du groupe, Toufik Hakkar. Le P-DG de Sonatrach a communiqué ce chiffre à l'occasion d'une journée d'étude organisée en collaboration avec le ministère de la Défense nationale (MDN) sur le thème de « la sécurité des sites énergétiques en Algérie », en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, des représentants du MDN, des représentants des partenaires et parties prenantes en matière de sécurité des installations d'hydrocarbures. Lors de son intervention, M. Hakkar a affirmé que la compagnie nationale des hydrocarbures a mobilisé plus de 22.000 agents dotés de tous les équipements spécifiques, pour assurer la sécurité de ses sites névralgiques et celle des joint-ventures. Le P-DG a assuré que Sonatrach « travaille en forte collaboration avec l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité pour assurer la sécurité totale des installations, les sites industriels et les canalisations ».

« Nous avons mis tous les moyens nécessaires humains et technologiques pour assurer la sécurité de nos installations et les 22.000 km de pipelines », a-t-il ajouté. Dans ce sillage, M. Hakkar a rappelé également que « le dispositif de sécurité de Sonatrach a évolué depuis l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine le 16 janvier 2013 », assurant

qu'aujourd'hui tous les sites énergétiques de Sonatrach sont « totalement sécurisés » et que « l'amélioration continue de l'efficacité de ce système représente un enjeu permanent au sein du groupe ». « Sonatrach a adopté une nouvelle stratégie de protection en accord avec les hautes autorités du pays pour protéger les installations énergétiques névralgiques, tant d'un point de vue opérationnel qu'en termes de mise à jour et de modernisation des systèmes technologiques de télésurveillance », a-t-il fait également savoir.

Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, un vaste programme de protection des sites a été lancé, portant sur les systèmes de télésurveillance et de contrôle des intrusions au niveau des accès, avec le recours aux nouvelles technologies, a-t-il encore mentionné, appelant « les cadres et les agents de Sonatrach à redoubler d'efforts pour préserver les infrastructures énergétiques du pays ». De son côté,

M. Arkab a souligné, dans son intervention, « l'importance de l'organisation de cette journée d'étude qui constitue une occasion pour échanger sur les expériences en matière de sécurité industrielle avec les partenaires de divers secteurs, dans le contexte de l'augmentation des opérations de sabotage ayant touché de nombreuses installations pétrolières et gazières dans le monde ces dernières années ». M. Arkab a salué « le rôle efficace et décisif joué par l'ANP dans leurs efforts pour protéger les installations, les biens et les personnes », relevant que « la sécurité énergétique représente un enjeu important

et stratégique à travers le monde ». Partant de ce constat, il a ajouté que « le secteur énergétique et minier attache une grande importance à la protection des sites énergétiques et miniers, à travers l'élaboration de plusieurs textes de loi et la mise en place des agences de régulation des hydrocarbures, de l'électricité et du gaz et des activités minières, chargées d'assurer le respect des dispositions législatives et réglementaires liées à la sécurité des installations, des biens, des personnes et de l'environnement ». Le ministre a appelé les opérateurs étrangers à investir dans le domaine des hydrocarbures et des mines en Algérie, profitant du climat d'investissement favorable grâce notamment à la sécurité et la stabilité du pays, soulignant que toutes les infrastructures sont hautement sécurisées. Pour sa part, le colonel Mustapha Merah, de la direction de l'information et de la communication de l'Etat-Major de l'ANP, a assuré que le Haut-Commandement de l'ANP a mis en place un programme périodique de sensibilisation au profit des personnes chargées de la protection sur les différents dangers pouvant menacer directement les installations ou leurs travailleurs, ainsi que sur « la nécessité d'être vigilants et prudents dans l'accomplissement de leurs tâches en toute abnégation et dévouement pour servir le pays ». Le représentant du MDN a assuré que « toutes les installations énergétiques du pays sont totalement sécurisées », tout en rassurant « les partenaires de l'Algérie qu'ils peuvent concrétiser toutes formes de coopération et projets d'in-

vestissement communs sur le terrain ». « L'ANP continuera à mettre en œuvre des programmes de développement des forces pour élever le niveau des capacités de combat de toutes sortes avec divers partenaires, en plus de la poursuite des efforts pour maintenir l'état de préparation des équipements militaires, afin de les renouveler et les moderniser dans l'objectif d'assurer la sécurité des zones des sites industriels, économiques et énergétiques, notamment dans le Grand Sud du pays », a-t-il déclaré. Lors de cette journée d'étude, plusieurs communications ont été présentées par les cadres de Sonatrach sur l'expérience de l'entreprise en matière de sécurité et de sûreté des installations névralgiques qu'elle exploite pour faire face aux nouveaux défis, notamment les cybermenaces visant la perturbation de fonctionnement des systèmes vitaux du pays ciblés avec des répercussions à l'international. Des approches de sécurité et de sûreté adoptées au sein des compagnies partenaires de Sonatrach, à l'instar du groupe italien Eni et de la compagnie norvégienne Equinor ont été également présentées. A cette occasion, les représentants de ces entreprises se sont félicités de la qualité de la coopération avec les autorités nationales en la matière. Par ailleurs, un film documentaire a été projeté sur l'intervention réussie des équipes de Sonatrach pour la réparation dans des délais courts des tronçons d'oléoducs endommagés au niveau de la région d'El Oued en septembre 2020 suite aux intempéries.

APS

Le premier Salon de l'agriculture et de l'agroalimentaire à El-Meniaâ

Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'exécutif, Mokhtar Benmalek, a souligné l'importance de cette exposition dans cette jeune wilaya, qui est devenue un pôle agricole d'excellence au regard de ses atouts et ses potentialités, en plus des bons résultats obtenus par le secteur de l'agriculture dans les filières stratégiques...



Quarante-cinq exposants prennent part au premier Salon international de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'élevage, qu'abrite la wilaya d'El-Meniaâ. Il s'agit de représentants de plusieurs entreprises nationales et étrangères, qui exposent divers équipements et matériels liés aux activités

agricoles, dont l'irrigation, le labour, le fonçage de puits, ainsi que l'énergie solaire, considérée actuellement comme un choix essentiel pour les investisseurs et les agriculteurs dans les régions sahariennes.

Parmi les participants à ce rendez-vous économique figurent aussi des spécialistes

dans ce domaine, qui ont mis en avant les perspectives de développement de l'activité agricole à El-Meniaâ qui recèle d'importantes potentialités dont des ressources hydriques et étendues de terres aptes à la mise en valeur, ainsi que la promotion des filières de la production du lait et des viandes.

Cette manifestation de trois jours (14-16 janvier) constitue une opportunité pour consolider la position économique de cette jeune wilaya, en termes d'exportation de produits agricoles, notamment vers le marché africain, rapporte l'APS. Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'exécutif, Mokhtar Benmalek, a souligné l'importance de cette exposition dans cette jeune wilaya, qui est devenue un pôle agricole d'excellence au regard de ses atouts et ses potentialités, en plus de bons résultats obtenus par le secteur de l'agriculture dans les filières stratégiques. Il a, à cette occasion, affirmé que ses services s'emploient à mettre fin aux contraintes qui entravent le développement agricole, en offrant les facilités et l'accompagnement nécessaires, en plus de poursuivre l'opération d'assainissement du foncier agricole à travers cette wilaya du sud du pays, qui dispose d'une superficie agricole totale de plus de 646.000 hectares et de 381.000 hectares de terres pastorales. Placé sous le slogan, "El-Meniaâ, une wilaya aux potentialités agricoles importantes et prometteuses", ce salon est organisé à la salle omnisports de la commune de Hassi El-Gara, à l'initiative de l'entreprise privée Bekakra-Expo.

R. R.

R. R.

TIZI-OUZOU : 20.218 NOUVEAUX ABONNÉS AU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Direction opérationnelle des télécommunications (DOT) de la wilaya de Tizi-Ouzou a enregistré, au cours de l'année 2022, 20.218 nouveaux abonnés au téléphone fixe. Et ce, pour tous les systèmes, à l'instar de la fibre, l'ADSL et la 4GLTE. Selon Amar Ada, le premier responsable de la DOT, ces nouvelles lignes ont été concrétisées grâce aux efforts déployés par la tutelle en matière de généralisation des nouvelles technologies de nature à briser l'isolement et accéder mieux et plus au monde moderne. « C'est ainsi que nous avons augmenté notre bande passante à 810 Gbits, mais aussi multiplié le nombre de liens à quatre sur le backbone national, en créant récemment un autre accès via Bouira », a-t-il souligné. Avant de poursuivre sur le même registre : « Étant doté de bandes passantes conséquentes et de systèmes intelligents pouvant déjouer d'éventuelles coupures, les liaisons mettent à l'abri la wilaya des coupures franches et de l'isolement total ». Aussi, il révèle que le réseau est composé actuelle-

ment de trois technologies qui se résument en la technologie Idoom ADSL (l'anglais, asymmetric digital subscriberline) qui compte 339 équipements d'accès pour une capacité totale de 129.940 accès. Celle de l'Idoom fibre avec une desserte de plus de 37.000 accès qui s'étend sur 90 sites entre quartiers et villages. Pour cette dernière, la DOT de Tizi-Ouzou a inscrit, pour 2023, 94 autres sites pour une consistance physique de 25.000 accès. Et enfin la Idoom 4G LTE, qui s'ajoute pour consolider le réseau par la réalisation et la mise en service de 12 nouvelles stations durant l'exercice écoulé (2022), atteignant ainsi un total de 138 stations (Enod B), pour une desserte totale de 92.000 accès. « Avec ce déploiement conséquent, nous avons également permis aux habitants des zones d'ombre et des zones blanches de bénéficier pleinement des avantages de l'internet de haut débit », soulignera encore une fois Amar Ada. Comme il précisera en outre que « la solution FTTH est une solution de technologie de dernière génération et présentement en vogue dans le monde. En plus d'utiliser la fibre jusqu'à son domicile et d'assurer des débits pouvant atteindre les 300 Mega, cette solution assure la sécurisation et la fiabilité des données avec des rapports qualité/prix assez intéressants ».

R. R.

SKIKDA : DES SESSIONS DE FORMATION EN PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU PROFIT DES JEUNES

L'association "Bariq21" du développement durable de la wilaya de Skikda, organise régulièrement des sessions de formation au profit des jeunes, dans le domaine de la protection de l'environnement et des zones humides, a indiqué, dimanche, son vice-président. Dans une déclaration à l'APS,

M. Adam Batouche a souligné que ces sessions visent à former les jeunes adhérents de l'association, ainsi que les jeunes affiliés à d'autres associations de l'environnement de diverses wilayas, pour les initier à la protection de l'environnement et des zones humides.

Le même responsable indique que ces sessions visent également à développer les capacités des jeunes, en favorisant les échanges d'expériences et le développement de réseaux spécialisés dans le domaine de la protection des zones humides. L'association "Bariq21" du développement durable agit dans le cadre de son programme de sensibilisation et de formation, et exploite le centre d'éducation et de sensibilisation environnementale de la zone humide de Guerbez Sanhadja.

Le centre sera doté de panneaux solaires pour générer l'énergie électrique pour en faire un centre écologique à cent pour cent, il dispose d'une salle tridimensionnelle qui permet aux enfants de visiter virtuellement la zone humide de Guerbez Sanhadja à l'aide de lunettes électroniques, pour connaître les espèces avifaunes, les espèces animales aquatiques que cette zone recèle, ainsi que ses plantes et sa biodiversité.

APS

SOUK AHRAS : ENVIRON 90 HABITATS PRÉCAIRES DÉMOLIS

Poursuivant le processus de lutte contre le phénomène des habitats précaires et de l'empiètement sur le domaine de l'Etat à travers les communes de la wilaya, le wali de Souk Ahras a instruit les autorités compétentes de poursuivre la lutte contre ce phénomène à partir de la commune de Souk Ahras, qui se caractérise par la démolition des habitats illégaux en cours de construction, la suppression des clôtures et tous les habitats qui ne disposent pas d'un permis de construire, avec la récupération de tous les biens immobiliers et terrains appartenant à l'Etat et la libération des terrains de l'exploitation illégale, a souligné le communiqué de la wilaya. « L'opération, qui s'est déroulée dans de bonnes conditions et pour laquelle toutes les capacités nécessaires ont été mobilisées, a permis la récupération d'importantes assiettes foncières, où plus de 18 habitats précaires ont été démolis, en plus d'un nombre important de clôtures illégales qui ont été arrachées. Cette opération s'ajoute à la démolition des 71 habitats précaires dans le quartier Ibn Rochd dans la même commune au cours des deux dernières semaines, ce qui porte le nombre total à environ 90 habitats et les opérations sont toujours en cours pour faire face à ce phénomène négatif », explique le communiqué. La wilaya a tenu à noter que le wali a insisté et instruit tous les responsables locaux d'assurer la poursuite du processus et sa généralisation à travers toutes les communes de la wilaya.

R. R.

Lancement de la campagne de don de sang à Boumerdès

Une campagne de don de sang a été lancée à travers les mosquées de la wilaya de Boumerdès, et ce, afin de renforcer et de renouveler le stock de poches de sang dans les établissements hospitaliers et des cliniques de santé et se poursuivra jusqu'au 22 mars prochain, a souligné la wilaya dans un communiqué. Cette initiative solidaire et humanitaire, précise la même source, qui s'attend à une large participation des habitants de la wilaya, a été organisée au vu de l'importance du processus, et cela en coordination avec l'Etablissement public de santé de proximité et sous la

tutelle du Centre de transfusion sanguine à Corso. « Cette campagne, selon ses organisateurs, vise également à mobiliser un certain nombre de donateurs, à promouvoir la culture de solidarité et à reconstituer les réserves de sang », précise la même source, poursuivant qu'au cours de ce processus, les organisateurs ont pris une série de mesures sanitaires et organisationnelles, tout en respectant les mesures préventives visant à assurer la sécurité des donateurs.

Y. B.

LA COUR DES COMPTES ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LA MAUVAISE GOUVERNANCE



PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL
Professeur des universités, docteur d'Etat
en sciences économiques 1974,
expert international
Directeur d'études ministère Energie, Sonatrach 1974/1990-1990/1995-2000/2007 -
2013/2016

■ Selon l'APS, en date du 24 novembre 2022, conformément à l'article 199 de la Constitution, la Cour des comptes a publié son rapport annuel 2022, établi en respect des dispositions de l'ordonnance 95-20 du 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes, modifiée et complétée.



Le rapport reprend les principaux résultats des travaux de contrôle réalisés par la Cour des comptes, au titre de son programme d'activité de contrôle pour l'année 2021, assorti des recommandations qu'elle estime devoir formuler ainsi que des réponses des responsables, représentants légaux et des autorités de tutelle auxquels ces travaux sont notifiés, et ce, dans le respect de la procédure contradictoire.

Selon la même source, le rapport annuel comprend 14 notes d'insertion et 39 recommandations réparties sur trois parties, dédiées respectivement aux administrations de l'Etat, aux collectivités locales et aux établis-

sements et entreprises publics, suivi d'une quatrième partie, qui rend compte de l'emploi des ressources budgétaires et humaines de la Cour des comptes ainsi que de ses activités internationales durant l'année considérée. Les constatations et les appréciations, qui sont contenues dans le rapport, "visent à favoriser une saine gestion et une utilisation performante des moyens et des ressources publics par les entités contrôlées", souligne-t-on dans le même texte.

Rappelons que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en novembre 2021, avait annoncé au quotidien allemand Der Spiegel un plan de réorganisation de la Cour des comptes, afin de favoriser le système de contrôle et de suivi des finances publiques conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution, qui

a élargi les prérogatives de la Cour des comptes.

L'on ne doit pas se focaliser uniquement sur quelques cas qui gangrèneraient la société, tant civile que militaire, car, reconnaissons-le, la majorité, tant au niveau de l'ANP que des forces de sécurité et de la société civile, vit de son travail et doit donc s'attaquer à l'essence de ce mal qui menace la sécurité nationale.

1-La Cour des comptes est régie par l'ordonnance du 17 juillet 1995, modifiée et complétée par l'ordonnance du 26 août 2010 ayant été consacrée dans la nouvelle Constitution, parue dans le Journal officiel du 30 décembre 2020, portant révision constitutionnelle. Ainsi, l'article 199 stipule que la Cour des comptes est une institution supérieure de contrôle du patrimoine et des fonds publics,

contribuant au développement de la bonne gouvernance, à la transparence dans la gestion des finances publiques et à la reddition des comptes. Le président de la République nomme le président de la Cour des comptes pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable une seule fois qui lui adresse un rapport annuel.

2-Dans le cadre de ses prérogatives, la loi détermine les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes et la sanction de ses investigations, ainsi que ses relations avec les autres structures de l'Etat chargées du contrôle et de l'inspection. Institution supérieure du contrôle a posteriori des finances de l'Etat à compétence administrative et juridictionnelle, la Cour des comptes assiste le gouvernement et les deux chambres législatives (APN et Sénat) dans l'exécution des lois de finances, pouvant être saisie par le président de la République, le chef du gouvernement (actuellement le Premier ministre) ou tout président de groupe parlementaire pour étudier des dossiers d'importance nationale.

3-Elle exerce un contrôle sur la gestion des sociétés, entreprises et organismes, quel que soit leur statut juridique, dans lesquels l'Etat, les collectivités locales, les établissements, les entreprises ou autres organismes publics détiennent, conjointement ou séparément, une participation majoritaire au capital ou un pouvoir prépondérant de décision. Ainsi, la Cour des comptes s'assurera de l'existence, de la pertinence et de l'effectivité des mécanismes et procédures de contrôle et d'audit interne, chargés de garantir la régularité de la gestion des ressources, la protection du patrimoine et des intérêts de l'entreprise, ainsi que la traçabilité des opérations financières, comptables et patrimoniales réalisées.

4-Il est prévu la consultation de la Cour des comptes dans l'élaboration des avant-projets annuels de loi et de règlement budgétaire, et cette révision confère au président de la République l'attribution de saisir la Cour des comptes pour tout dossier d'importance nationale, dont le renforcement de la prévention et de la lutte contre les diverses formes de fraude, de pratiques illégales ou illicites, portant atteinte au patrimoine et aux deniers publics.

5-Cependant, il existe différentes institutions de contrôle, outre l'urgence de la modernisation des outils d'information maîtrisant les nouvelles technologies, comme l'IGF, dépendante du ministère des Finances, ou d'autres institutions dépendantes du ministère de la Justice, donc de l'exécutif étant juge et partie, ne pouvant être impartial, sans compter l'organe de lutte contre la corruption, d'où l'importance d'une coordination sans faille, évitant les télescopages, produit de rapport de forces contradictoires, qui ont nui par le passé au contrôle transparent et qui explique les nombreuses dérives.

2.- Se pose cette question : les procédures de la Cour des comptes en Algérie répondent-elles aux normes internationales qui concerne notamment la longueur des procédures et des délais relatifs à certaines prises de décision ; la couverture limitée des contrôles et la standardisation des méthodes de travail

Selon les normes internationales, devraient s'appliquer en matière de contrôle de la qualité des services pour finalité d'appréciation des conditions d'utilisation et de la performance des fonds et valeurs gérés par l'Etat, les établissements publics et, enfin, des projets, programmes et actions publiques, la Cour des comptes participant à l'évaluation, au suivi économique et financier, de l'efficacité des actions, plans, programmes et mesures initiées par les administrations publiques en vue de la réalisation des objectifs d'intérêt national directement ou indirectement par les institutions de l'Etat ou les organismes publics soumis à son contrôle. Il s'agit de poser les véritables problèmes, pour une application sur le terrain. La Cour des comptes doit éviter cette vision restrictive, mais être un garde-fou, une morale par des contrôles des propositions, peut jouer un rôle de lutte contre la mauvaise gouvernance, la corruption qui touche les entreprises que les services et les administrations.

Mais je ne saurais trop insister sur le fait que le contrôle efficace ne peut se fonder sur un Etat faible, avec l'implication des citoyens et la participation de la société civile, une opposition sur le plan politique, un véritable indépendance de la Cour des comptes, tout cela accompagné par la transparence et une visibilité de la démarche de la politique économique, un renouveau de la confiance au niveau global afin de garantir clairement les responsabilités pour plus de moralité des dirigeants aux plus hauts niveaux afin d'éviter la symbiose Etat-citoyen. Le fondement de tout développement, comme l'ont obtenu tous les prix Nobel d'économie, repose sur des institutions crédibles, et c'est universelle, d'où l'importance de miser par une réelle indépendance du Conseil national de l'énergie, de la Cour des comptes, le Conseil économique et social, la Bourse d'Algérie, le Conseil de la concurrence, etc. Il est de reconnaître qu'en novembre 2021 Sonatrach et l'Algérie c'est Sonatrach (97/98% des recettes avec les dérivés) et que l'Algérie a une économie de nature publique mal gérée, une gestion administrée par le renvoyant à l'urgence d'une décentralisation.

3.- C'est que le manque de transparence des comptes ne date pas d'aujourd'hui, mais depuis l'indépendance à ce jour. J'ai eu à l'expérience concrètement lors des audits effectués, eu à diriger, assisté de nombreux experts et de cadres dirigeants des entreprises publiques. Rappelons l'ordonnance 1974/2016: sur Sonatrach en 1974 et 1976, le bilan de la décentralisation 1977- 1978, le projet de loi pour le comité central du secteur privé entre 1977 et 1978, l'audit sur les surestimations des coûts au niveau du BTPH effectués avec le ministère de l'Intérieur, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, l'époque 1982 réalisé au sein de la Cour des comptes, l'audit des salaires pour le comité central de présidence de la République, l'audit, assisté des cadres

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION UNE MAUVAISE GESTION

tionales, qui
Algérie, le
e gestion a
les condi-
gestion des
les services
nts et orga-
l'évaluation
et politiques
ptes parti-
plan écono-
efficacité des
ammes et
s pouvoirs
sation d'ob-
et engagés
ment par les
des orga-
on contrôle.
itables pro-
ion efficace
es comptes,
n répressive
une autorité
réguliers et
er son rôle
e gestion et
ent tant les
es collectifs

sister sur le
e doit avant
at de droit,
oyens à tra-
ne véritable
litique, une
e la justice,
r une cohé-
é dans la
socioécono-
la gouver-
de délimi-
sabilités et
s dirigeants
in de facilités.

rocessus de
ont démon-
de sciences
des institu-
ne Loi uni-
de dyna-
endance le
gie, la Cour
économique
Alger et le
e. Car, force
ce mois de
"est l'Algé-
trach" (plus
en devises
Algérie a une
olique avec
centralisée
ne véritable

de transpa-
ce pas d'au-
ndépendan-
e constater
dits que j'ai
nombreux
eants d'en-
entre
ranch entre
'industriali-
emier audit
FLN sur le
9 et 1980,
et les sur-
en relation
rieur, les 31
l'Habitat de
sein de la
sur l'emploi
mpte de la
que (2008),
s de Sona-



trach, d'experts indépendants et du bureau d'études Ernst & Young, "le prix des carburants dans un cadre concurrentiel "Ministère Énergie, 8 volumes, 780 pages-Alger 2008", l'audit "pages) Pétrole et gaz de schiste, opportunités et risques" l'audit sur la situation économique premier ministre (7 volumes 800 pages entre 2014/2016. Concernant Sonatrach et les différents audits que j'ai eu à diriger avec des experts, assisté des cadres du secteur ministère de l'Énergie et Sonatrach, il nous a été impossible de cerner avec exactitude la structure des coûts de Hassi R'mel et de Hassi Messaoud, tant du baril de pétrole que du MBTU du gaz arrivé aux ports, la consolidation et les comptes de transfert de Sonatrach faussant la visibilité. Sans une information interne fiable, tout contrôle externe est difficile, et dans ce cas la mission de la Cour des comptes serait biaisée. Dans les administrations, disons que c'est presque impossible, du fait que leurs méthodes de gestion relèvent de méthodes du début des années 1960, ignorant les principes élémentaires de la rationalisation des choix budgétaires. C'est que l'Algérie possède des institutions qu'il s'agit de dynamiser si l'on veut un État de droit, condition pour un développement durable, et surtout être crédible au niveau tant national qu'international, la nécessaire dynamisation de la Cour des comptes étant consciente qu'une réelle lutte contre la corruption implique un État de droit et la démocratisation de la société.

Ayant eu l'occasion de visiter ces structures au niveau international et de diriger au sein de la Cour des comptes par le passé trois importants audits sur l'efficacité des programmes de construction de logements et d'infrastructures de l'époque, sur les surestaries au niveau des ports et les programmes de développement des wilayas, en relation avec le ministère de l'Intérieur et celui de l'Habitat, assisté de tous les

walis de l'époque, je ne saurais donc trop insister sur son importance. L'efficacité de la Cour des comptes, dont j'ai été magistrat (premier conseiller et directeur central des études économiques entre 1980-1983) et d'une manière générale toutes les institutions de contrôle, y compris celles des services de sécurité, est fonction d'une bonne gouvernance reposant sur un système d'information fiable maîtrisant les nouvelles technologies avec les risques des cyber-attaques. Cela est fondamental si l'on veut lutter contre les surfacturations et les transferts illégaux de capitaux, posant la problématique d'ailleurs de la transparence des comptes, y compris dans de grandes sociétés comme Sonatrach et Sonelgaz.

Les textes existent mais il existe un divorce avec la pratique. Concernant les responsabilités, il y a lieu de tenir

compte que l'Algérie est toujours en transition : ni économie de marché, ni économie planifiée. C'est cette interminable transition qui explique les difficultés de régulation, posant d'ailleurs la problématique de la responsabilité du manager de l'entreprise publique en cas d'interférences du politique où la loi sur l'autonomie des entreprises publiques n'a jamais été appliquée. Dans ce cas, la responsabilité n'est-elle pas collective, les managers prenant de moins en moins d'initiatives et devant donc dépenaliser l'acte de gestion, à ne pas confondre avec la corruption ?

En conclusion, devant s'attaquer à l'essence, le grand problème est la moralisation de toute la société. Et, pour cela, nous revenons à un phénomène analysé avec minutie par le grand sociologue maghrébin Ibn Khaldoun, dès le XIV^e siècle, qui a

montré que l'immoralité des dirigeants, avec comme impact la corruption gangrenant toute la société, a pour effet la décadence. Aussi, le défi à relever est la transition d'une économie de rente avec la dominance d'une économie informelle spéculative à une économie de production de biens et services basée sur la bonne gouvernance et la connaissance supposant de profonds réaménagements au sein de la structure du pouvoir. L'Algérie, acteur stratégique de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine a d'importantes potentialités pour devenir un pays pivot, sous réserve de profondes réformes structurelles, plus de libertés, de transparence et réhabiliter les vertus du travail, d'où l'urgence de s'adapter, au mieux de ses intérêts, au nouveau monde.

ademmebtoul@gmail.com



AFRIQUE DE L'OUEST :

La malnutrition chronique des enfants, un fléau passé sous silence

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, l'avenir des enfants est très menacé du fait de la qualité de l'alimentation dont ils bénéficient dès le bas âge, qu'ils soient issus de familles riches ou pauvres. C'est en tout cas ce que démontre le rapport mondial 2021 des Nations unies sur la nutrition.

Près d'un tiers des enfants de 0 à 5 ans en Afrique de l'Ouest souffraient d'un retard de croissance en 2020 dû à la malnutrition chronique, renseigne en effet ce rapport.

Il note que sur 20% des ménages les plus pauvres enquêtés dans chaque pays de la région, le Nigeria tient la tête avec 55,4% des enfants qui souffraient de la malnutrition chronique ou du retard de croissance. Ce taux est de 46,5 % au Niger, 41,6 % au Burkina Faso, 41,2% au Bénin, 37,9% au Liberia et 33,2 % au Togo. La même étude menée près d'une population cette fois-ci riche, montre que malgré leur richesse, les enfants ne sont pas non plus épargnés par la malnutrition chronique. A ce niveau, le Niger prend la tête avec 34,7 % des enfants de 0 à 5 ans souffrant de malnutrition chronique, suivi de la Sierra Leone (24,1%), de la Guinée (19,3%), du Burkina Faso et du Bénin (18,6%).

« Il s'agit en effet du pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dont la taille pour l'âge est inférieure de plus de 2 écarts types par rapport à la taille médiane pour l'âge de la population de référence. L'écart le plus important est au



Nigeria, où la prévalence du retard de croissance est trois fois plus élevée dans les ménages les plus pauvres », précise un Maps & Facts du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), une plateforme internationale indépendante qui a pour mandat de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations ouest-africaines.

Ce Maps & Facts, publié sur les comptes sociaux de l'organisation fin octobre 2022, précise de manière préoccupante la gravité des conséquences de cette situation pour la sous-région à l'avenir et appelle à des actions pour éviter le pire. Pour Jill Bouscarat, une analyste de la transformation des systèmes alimentaires, emploi des jeunes et des femmes au secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) basé à Paris, jointe par l'Agence Anadolu, le Maps &

Facts est créé pour « briser le silence sur ce phénomène » qui dure depuis plusieurs années et qui s'est « exacerbé avec la pandémie du Covid-19 ».

« Nous travaillons sur tout ce qui est insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région Afrique de l'Ouest et du Sahel. Et nous pouvons dire que les problèmes de malnutrition et le retard de croissance des enfants en Afrique de l'Ouest ces deux dernières décennies n'ont fait que s'aggraver depuis 2020 avec le COVID-19 et l'insécurité croissante qui s'y installe » a-t-elle confié.

Elle a expliqué que l'objectif du CSAO/OCDE est de rendre ces chiffres « disponibles » pour le public et pour les décideurs en vue d'attirer leur attention sur « des aspects d'ordre général et spécifiques, les amener à prendre les bonnes décisions à travers les politiques, programmes et projets de développe-

ment conçus et mis en œuvre dans la région ».

CRISE ALIMENTAIRE ET INSÉCURITÉ

D'après Koffi Zougbedé, économiste togolais au secrétariat de la CSAO/OCDE, contacté par l'Agence Anadolu, « l'évolution de manière exacerbée de la question de la crise alimentaire dans la région ouest-africaine depuis plusieurs années à cause de la pauvreté ainsi que l'insécurité grandissante devenue structurelle » sont les principales causes de la malnutrition chronique des enfants.

A tout cela, nous pouvons ajouter, poursuit-il, « des facteurs conjoncturels comme les questions climatiques avec l'irrégularité des pluies et les inondations ».

« Ces causes conjoncturelles et structurelles font que l'insécurité alimentaire et celle nutritionnelle des enfants deviennent préoccupantes dans la région de l'Afrique de l'ouest et du Sahel », ajoute Koffi Zougbedé.

L'économiste togolais pense également que les femmes, depuis la conception de leur bébé, n'ajoutent pas de la qualité à la quantité dans leur alimentation.

« Dans la sous-région ouest africaine, il y a des aliments de base comme le riz, le maïs, les pâtes, etc. qui permettent aux populations d'avoir une alimentation énergétique suffisante, mais pas toujours équilibrée du point de vue nutritionnel. Il n'y a souvent pas suffisamment de viande, de lait, de légumes et de fruits pour une alimentation totalement équilibrée. Et quand une femme enceinte ne se nourrit pas bien, le bébé ne se nourrit pas bien non plus », précise-t-il.

I.M./Agence Anadolu

ALGÉRIE-MAURITANIE:

Lancement des études techniques du projet de la route Tindouf-Zouérate

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a affirmé mardi à Alger que les études relatives au projet de réalisation de la route reliant Tindouf à la ville mauritanienne de Zouérate, confiées à l'Algérie, seront prochainement lancées. Dans une déclaration à la presse au terme des travaux de la première session du Comité conjoint algéro-mauritanien pour la réalisation de la route Tindouf-Zouérate, le ministre a souligné que « les études préliminaires et exhaustives de ce projet devant être réalisés sur une longueur de 773 km de la frontière algéro-mauritanienne vers la ville de Zouérate, seront lancées dans les prochains jours », soulignant « l'importance stratégique » de cette infrastructure dans la promotion des échanges économiques entre les deux pays, mais aussi entre la Libye, la Tunisie et l'Algérie, d'une part, et les pays du Sahel, d'autre part. Les travaux de la réunion du Comité conjoint ont été coprésidés par M. Rakhroukh et le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, Nani Ould Chrougha. Cette première session du Comité conjoint intervient dans le cadre du suivi de l'application du mémorandum d'entente signé entre les deux pays, en décembre dernier à Alger, portant sur la réalisation d'une route terrestre reliant Tindouf à la ville mauritanienne de Zouérate. Le ministre a affirmé que la réunion du Comité a examiné les facilités, notamment administratives, douanières et techniques nécessaires au lancement des études relatives à ce projet vital, afin de respecter les délais de réalisation. Il a soutenu que le premier tronçon du

projet qui se trouve sur le territoire national (Tindouf-frontières mauritaniennes 75 km) a été réalisé, tandis que les travaux sont actuellement en cours pour la réalisation de deux postes frontaliers sur les territoires des deux pays, et dont le parachèvement des travaux est prévu début 2023.

« Le projet de cette route est d'une grande portée économique et sociale à l'échelle régionale et continentale », car il constitue un couloir international de transit eu égard à la position géostratégique de

l'Algérie et de la Mauritanie étant deux points de transit entre l'Europe, le Maghreb et l'Afrique, en sus de favoriser la circulation des personnes et des marchandises pour « la promotion de l'exportation de la production nationale vers les pays africains et la relance de l'économie de la région tout entière », a poursuivi M. Rakhroukh. Pour rappel, l'Algérie se chargera de la réalisation et du financement de ce projet important à travers plusieurs entreprises publiques. Une fois achevée, cette infrastructure

routière sera exploitée par l'Algérie sous forme de concession de 10 ans par tacite reconduction. Après l'achèvement des structures routières, la réalisation des nouveaux relais sur cette route sera confiée à la société NAFTAL. De son côté, le ministre mauritanien s'est félicité des résultats de la réunion de la Commission qui « a réalisé un bon travail », relevant que la feuille de route approuvée par les deux parties définit les actions programmées dans le cadre de la concrétisation du projet.

I.M./avec Aps

NIGER / TABLE RONDE DES INVESTISSEURS :

Des annonces globales de 47 milliards de dollars

Les besoins exprimés par le Niger pour son Plan de développement 2022-2026 étaient de 29,62 milliards d'euros (31,08 milliards de dollars américains) La présidence nigérienne a déclaré que des annonces globales de plus de quarante-sept (47) milliards de dollars ont été enregistrées à l'issue de la table ronde des investisseurs pour le financement du Programme de développement économique et social (PDES 2022-2026) du Niger, tenue à Paris les 5 et 6 décembre dernier. Selon le site d'information officiel de la présidence, les annonces enregistrées s'élèvent à 45 milliards d'euros (47,104 milliards de dollars américains), alors que les besoins exprimés étaient de 29,62 milliards d'euros (31,08 milliards de dollars américains).

Entre autres partenaires techniques et financiers, il y a la Banque mondiale,

l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la France et les Pays-Bas. Le président nigérien Mohamed Bazoum avait lancé, lundi, à Paris les travaux d'une table ronde des investisseurs en vue de mobiliser les fonds pour le financement du PDES 2022-2026 du Niger. Précisant que cette table ronde est placée sous le thème « Niger, terre d'accueil et d'opportunités », il a indiqué que « les ressources financières nécessaires à la réalisation de toutes les actions prioritaires retenues dans le PDES 2022-2026 sont estimées à 29,62 milliards d'euros, soit environ 30 milliards de dollars américains ». Il a précisé que le Niger attend des partenaires techniques et financiers et du secteur privé une contribution de 16,27 milliards d'euros, soit plus de 17 milliards de dollars américains.

Espérant que la table ronde « permettra de mobiliser les montants attendus », le président nigérien avait rassuré les investisseurs que « des opportunités certaines d'investissement existent dans les domaines miniers et pétroliers, des infrastructures énergétiques, agro-pastoral et agro-industriel, ainsi que dans l'hôtellerie et des logements sociaux ».

Et Mohamed Bazoum de promettre qu'une fois les fonds mobilisés, son gouvernement créera les conditions de « la diversification et de la modernisation de l'économie du Niger, du développement du capital humain, de la consolidation de la gouvernance, de la paix et de la sécurité ».

En 2017 le Niger a organisé une première table ronde d'investisseurs à Paris pour le financement de son PDES 2017-2022.

I. M.

CONSTANTINE (CHAN 2022)

Une ambiance festive

Le chef de l'exécutif local a mis en exergue l'importance de la participation des citoyens dans la réussite de cette manifestation. La solidarité manifestée par les habitants avec l'action des pouvoirs publics a été déterminante dans ce pari qui est manifestement déjà gagné et mieux encore, a permis d'élever plus haut le niveau du civisme dans la cité...

Durant les heures précédant le début des compétitions du premier tour du groupe trois, du Championnat d'Afrique de football des joueurs locaux (CHAN-2022), les citoyens de l'antique Cirta ont créé dans tous les espaces de convivialité, une ambiance de fête exceptionnelle. De nombreux lieux, places ou établissements culturels, accueillent des activités culturelles, des animations de loisirs ou des visites touristiques, pour rendre agréable le séjour des invités en manifestant les traditions d'hospitalité ancestrale, dans une organisation soignée où rien n'a été laissé au hasard. L'association Cirta des sports mécaniques a organisé pour la circonstance, une démonstration de ses adhérents, dans une course motos entre le stade Hamlaoui, en passant par le centre-ville de Constantine, jusqu'au monument aux morts, où a eu lieu une démonstration de deltaplanes organisée par le Club des aigles de Cirta. La circonscription administrative Ali-Mendjeli (sud de Constantine), a bénéficié de l'installation d'un écran géant qui a réuni les amateurs du ballon rond, les familles, les habitants de tout âge, venus regarder ensemble dans une belle atmosphère de fête, les cérémonies d'ouverture du CHAN2022, organisées au stade Nelson-Mandela et c'est au son de la vuvuzuela que le public a suivi également le match d'ouverture opposant les équipes algérienne et libyenne. Dans la banlieue est de Constantine, la vieille cité d'El Khroub et son extension de Massinissa, les



citoyens sont également « de la partie », prenant part à cet événement continental, à travers des campagnes de nettoyage, des sorties de sensibilisation et des tournois de football organisés par des jeunes, qui se mobilisent également pour vulgariser l'accès sur le site de la billetterie électronique, des rencontres officielles programmées au stade Hamlaoui. Dans les cafés, les restaurants, les centres commerciaux, les grandes cités de la ville de Constantine, l'intérêt pour les rencontres de football du CHAN2022 est partagé par tous, on évoque en particulier, les nouveaux stades qui promettent « un bond en avant » pour le football algérien. Au cours de sa dernière visite au

Stade Hamlaoui, le wali de Constantine Abdelkhalek Sayouda, a fait appel à tous les citoyens, pour faire de cette manifestation, une affaire de tous les habitants. Cet appel qui a été entendu, de toute évidence, a permis de donner à voir, le vrai visage de la ville et de ses citoyens, respectueux de la propriété des espaces publics, les commerçants ont donné l'exemple en assurant un nouveau lustre à leurs locaux, partout repeints et décorés de façon accueillante. Le chef de l'exécutif local a mis en exergue l'importance de la participation des citoyens dans la réussite de cette manifestation, la solidarité manifestée par les habitants avec l'action des pouvoirs

publics a été déterminante dans ce pari qui est manifestement déjà gagné et mieux encore, a permis d'élever plus haut, le niveau du civisme dans la cité. L'Etat a mobilisé dans cette action, tous les moyens matériels et humains, pour accompagner le public et lui offrir les meilleures conditions de transport et d'accès au stade, en plus des moyens de transport mobilisés, des plans de circulation permettent de réduire les embouteillages, en sécurisant les parcours empruntés par les délégations ou par les visiteurs venant de toutes les directions. La protection civile a été mobilisée pour sa part, afin parer à tout imprévu.

R.S.

CHAMPIONNAT AFRICAIN DES LOCAUX 2022/G3/1^{RE} JOURNÉE

Victoire de Madagascar sur le Ghana (2-1)

Déclarations recueillies par l'APS à la fin de la rencontre de la sélection malgache des locaux de football devant son homologue du Ghana (2-1), qui s'est jouée dans la soirée de dimanche au stade Hamlaoui de Constantine pour le compte de la 1^{re} journée du premier tour du groupe 3 du Championnat africain des joueurs locaux CHAN2022 qui se déroule en Algérie du 13 janvier au 4 février : L'entraîneur Romuald Félix Rakotonrabbe (Madagascar): "Je suis très fier de mes joueurs et de ce qu'ils ont réalisé aujourd'hui contre une sélection forte. Nous avons su comment gérer le match sur le terrain, ce qui a permis de récolter trois points mérités, et nous travaillerons pour arracher des résultats positifs lors des prochaines rencontres". Le même coach a ajouté : "J'ai été aux côtés des joueurs, pour les soutenir, les encourager et les renforcer pour leur permettre de défendre les couleurs de leur pays, en se solidarisant, ce qui a permis d'atteindre ce résultat qui nous motive pour intensifier les efforts lors des prochains matchs et passer au

second tour, sachant que toutes les rencontres qui restent seront difficiles". Il a également souligné : "Nous nous sommes concentrés sur les points forts de l'équipe. Dès le début de la partie nous avons essayé d'absorber la force de l'adversaire, nous avons été meilleurs en première mi-temps, par rapport à la seconde, surtout après avoir encaissé le but". Au sujet du terrain, il a ajouté : "Le terrain est excellent et le public constantinois est formidable, il nous a beaucoup soutenus". De son côté, l'homme du match Tokinantenaina Olivier Randriatsiferana a déclaré : "Je suis fier d'avoir été choisi homme du match et heureux du résultat, nous travaillerons pour continuer de gagner et aller au deuxième tour". L'entraîneur du Ghana Walker Annor : "Je suis extrêmement déçu et c'est une défaite amère. Je reconnais que nous n'avons pas fait notre travail comme il se doit, en changeant de climat et de lieu. Nous avons effectué des changements en deuxième mi-temps durant laquelle nous étions meilleurs, mais sans atteindre le but fixé. Nous avons fait des erreurs, surtout en pre-

mière mi-temps", il a ajouté : "Je vais travailler dur pour situer les points faibles et les points forts, en regardant les vidéos demain matin lundi, après je prendrai les mesures adéquates pour arriver à une efficacité du rendement durant les prochaines rencontres. Je prévois des mesures radicales, vu que nous prétendons toujours au titre".

APS

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU CHAN 2022

LE SPEAKER OMANAIS KHALIL AL-BALUSHI EN FAIT L'ÉLOGE

Le speaker omanais Khalil al-Balushi a fait l'éloge de la cérémonie d'ouverture du Championnat d'Afrique des joueurs locaux « Chan 2022 » qui s'est tenue au stade Nelson-Mandela à Baraki. Le speaker omanais Khalil al-Balushi a écrit sur sa page Facebook officielle : « Nous avons décidé que l'Algérie vivra. Soyez-en témoins ! ». Et il a ajouté : « L'Algérie accueille la

Coupe d'Afrique pour les locaux, décorant ses stades de la plus belle image ainsi que ses rues, chose qui n'est pas étrangère à l'Algérie, à son histoire et à son peuple. Nous vous souhaitons tout le succès ». Khalil al-Balushi a joint à sa publication des photos du stade Nelson-Mandela et de la cérémonie d'ouverture.

R.S.

L'ENTRAÎNEUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL A' DU MALI :

« L'ALGÉRIE DISPOSE D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES QUI PERMETTENT D'ORGANISER LA CAN-2025 »

L'entraîneur de l'équipe nationale de football A' du Mali, Nouhoume Diané, a estimé que l'Algérie dispose d'infrastructures sportives lui permettant d'organiser la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Nouhoum Diané a souligné, lors d'une conférence de presse organisée au complexe sportif Miloud-Hadefi, à la veille du match Mali-Angola, au titre de la première journée du groupe D, qu'abritera Oran dans le cadre du Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2022), que "l'Algérie dispose d'infrastructures sportives et de stades d'un niveau lui permettant d'organiser la Coupe d'Afrique des Nations 2025, et elle est candidate pour accueillir ce rendez-vous africain". Le coach de l'équipe nationale du Mali des joueurs locaux a ajouté qu'il avait suivi les premiers matchs du CHAN 2022, joués au stade Nelson-Mandela à Alger et au stade 19 mai-1956 à Annaba, et qu'il avait noté que ces infrastructures sont "excellentes et peuvent accueillir des matchs dans le cadre de compétitions sportives majeures telles que la Coupe d'Afrique des Nations". Par ailleurs, il a souligné l'importance de tous les matchs que son équipe disputera dans le groupe D, composé également de l'Angola et de la Mauritanie, dans lequel les joueurs maliens parient sur la victoire et la qualification au prochain tour. Nouhoum Diané a assuré que ses joueurs disputeront, lundi soir, leur premier match contre l'équipe nationale d'Angola, "avec un moral au beau fixe, d'autant plus qu'ils ont fait une bonne préparation en Tunisie. Les joueurs refusent de perdre et veulent vaincre leurs adversaires".

APS

«STUDENT WELCOME DAY», ALGER OUVRE SES PORTES AUX ÉTUDIANTS AFRICAINS

La culture scientifique africaine à l'honneur

Nous avons observé depuis le début de l'année un flux extraordinaire d'étudiants africains venus poursuivre leurs études supérieures dans les universités algériennes.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Baddari, avait alors officiellement institué le 14 novembre Journée nationale des étudiants étrangers en Algérie. Le ministre a fait cette annonce à l'occasion du «Student Welcome Day» (Journée de bienvenue des étudiants), organisée pour la première fois à l'intention des étudiants étrangers inscrits en première année d'université en Algérie. De nombreux directeurs d'universités et d'établissements supérieurs, représentants diplomatiques accrédités en Algérie, cadres du ministère et étudiants étrangers ont pris part à cette journée d'accueil.

Désormais inscrit comme tradition annuelle, Baddari a expliqué que l'événement «marque le lancement de la nouvelle stratégie du secteur». Celle-ci a un double objectif, a-t-il poursuivi : «il s'agit de l'amélioration et du renforcement de l'attractivité de l'Université algérienne ainsi que de l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers en Algérie». Baddari a énoncé, à cette occasion, les différents points du programme stratégique mis en place par son département qui se décline en cinq axes. Le premier concerne «le décernement d'un label aux établissements d'enseignement supérieurs algériens



qui œuvrent à l'amélioration des conditions d'accueil et d'études des étudiants étrangers». L'augmentation importante de leur nombre est le second point de cette stratégie, le troisième étant de «donner une bonne visibilité à l'Université algérienne à l'échelle internationale pour que l'Algérie devienne un acteur important dans la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique», a-t-il déclaré. Les deux derniers points sont «l'enseignement et l'apprentissage dans certaines filières en langue anglaise», et enfin «l'accompagnement par des référents des étudiants durant toute la durée de leur séjour», a-t-il conclu. Ceci avec

pour ambition, a souligné le ministre, que «l'Algérie ait sa juste part dans la visibilité à travers l'enseignement supérieur et sa position réelle et forte à l'échelle mondiale».

AMBASSEURS DE L'ALGÉRIE

Actuellement au nombre de 63.000 étudiants de différentes nationalités, Baddari a affirmé œuvrer à en attirer plus, d'autant que ces derniers sont, a-t-il relevé, «les ambassadeurs de l'Algérie dans leurs pays d'origine». Tahar Sahraoui, directeur de la coopération et des échanges universitaires au ministère, a mis en avant les efforts de l'Algérie dans ce domaine. Il a notamment

relevé que s'agissant de la coopération internationale en matière de mobilité estudiantine, le secteur s'attelle à «redynamiser et réactualiser les programmes exécutifs relatifs à l'enseignement supérieur et à la réception et l'accueil des étudiants étrangers». Ceci en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger afin «d'atteindre les standards internationaux en matière de ratio d'étudiants étrangers dans le pays», a-t-il expliqué. Soulignant que les étudiants étrangers permettent «un échange de connaissances mais aussi de culture», il les a appelés à partager leurs traditions et culture avec les étu-

diants algériens. «Depuis l'indépendance, l'Algérie a accueilli des étudiants originaires de 62 pays», a déclaré Sahraoui tout en expliquant que les étudiants venus des pays africains et arabes représentent la majorité écrasante des étudiants étrangers. Viennent ensuite l'Asie et l'Europe, à l'instar des étudiants malaisiens et indonésiens. Arafat Mahmoud, étudiant palestinien en première année à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene à Alger, a tenu à remercier l'Algérie pour le «soutien académique» qu'elle lui offre et qui lui permettra, a-t-il assuré, «de rentrer en Palestine partager ce savoir».

I.Med

LES DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES SE SONT RÉJOUIES DE L'HOSPITALITÉ DES ALGÉRIENS.

Défilé de tenues traditionnelles à Alger en l'honneur des participant au CHAN

Un défilé de tenues traditionnelles algériennes a été organisé, samedi, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en l'honneur des délégations officielles participant au Championnat d'Afrique des nations de football des joueurs locaux (CHAN 2022), qui s'est ouvert vendredi soir.

Organisé par le ministère de la Culture et des Arts, en présence de la ministre du secteur, Mme Soraya Mouloudji, du petit-fils du défunt leader sud-africain, Nelson Mandela, M. Zwelivelile Mandela, et de son épouse, ce défilé tend à mettre en exergue les composantes et la richesse du patrimoine culturel algérien, outre sa valorisation et sa promotion.

Le défilé a vu la participation des maisons de haute couture "Lala Zahra Dilmi" et "Yacef" spécialisées dans les tenues traditionnelles, ainsi que des modélistes stylistes Mahassine Herzallah et Feriel qui ont présenté une collection variée de tenues traditionnelles pour femmes représentant différentes régions du pays.

Le défilé a été l'occasion de découvrir de magnifiques tenues avec une touche

moderne, à l'instar du Caftan algérien, du Karakou algérois, de la Gandoura constantinoise, du Badroune algérois, de la tenue Naili, de la Melhfa chaouie et autres, ainsi que plusieurs accessoires pour accompagner ces tenues comme Khit er rouh et la Mhazma.

Le public a également apprécié des morceaux de musique exécutés par les musiciens et artistes de l'Association algéroise

de musique andalouse "Ahl el Fen" qui ont accompagné ce défilé.

A l'occasion, la ministre de la Culture et des Arts a indiqué que cette activité culturelle "s'inscrit dans le cadre du programme culturel tracé pour accompagner le CHAN, avec la participation de modélistes stylistes représentant différentes régions du pays, et ce, en l'honneur du petit-fils de Nelson Mandela et

de son épouse". Le petit-fils du leader sud-africain Nelson Mandela, Zwelivelile Mandela, a remercié l'Algérie au nom de sa famille pour l'invitation au Championnat d'Afrique des nations de football (CHAN 2022), soulignant que "son grand-père Nelson Mandela considérait l'Algérie comme son pays (...) et c'est pour notre famille une seconde patrie".

Dj. F.

CHAN:

Production d'un film promotionnel pour la destination Annaba

Un film destiné à faire connaître la ville d'Annaba et à la promouvoir comme destination touristique, a été produit à l'occasion du 7e Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux (CHAN 2022) programmé en Algérie entre le 13 janvier et le 4 février 2023 et dont la ville abrite une partie de la compétition, a-t-on appris samedi auprès de la wilaya. Le film produit par la wilaya d'Annaba et réalisé par le jeune cinéaste d'Annaba, Abderrahamène Harath, est diffusé actuellement sur la

page officielle de la wilaya d'Annaba, a déclaré à l'APS la responsable de la cellule de communication de la wilaya, Mounia Kouri. Le film de sept (7) minutes fait connaître les potentialités culturelles et civilisationnelles de l'antique Hippone, son prolongement historique et ses potentialités touristiques naturelles et également les structures hôtelières, de distraction et de détente dont elle dispose, mettant l'accent aussi sur ses acquis en matière d'infrastructures sportives. Le film

promotionnel dont la production coïncide avec le lancement de la manifestation CHAN2022, a mis l'accent sur les infrastructures sportives abritant les compétitions de ce Championnat continental, à savoir le stade du 19-Mai-1956 et le stade Colonel Chabou qui ont fait l'objet d'opérations de mise à niveau réalisées en un temps record leur permettant de se hisser au niveau des structures sportives de dimension internationale.

I.M.

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION PRIX 20 DA Directeur de la publication ZAHIR MEHDAOUI

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie · Journal

Accueil Avis Vidéos Photos Plus

À propos
L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infor...
380 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
411 personnes sont abonnées
https://www.lexpressquotidien.dz/
023 70 99 92
Envoyer un message
lexpressquotidien2021@gmail.com
Journal

Suggérer des modifications
Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?
+21323709992
Oui Je ne suis p... Non

Photos
L'EXPRESS
KPR

Transparence de la Page
Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.
Page créée · 6 mars 2021

Créer une publication
Photo/Vidéo Je suis là Identifier des amis

L'express le quotidien
Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'express le quotidien
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA

DAIRA DE M'CHEDALLAH

COMMUNE DE HANIF

Avis de recrutement

Le président de l'assemblée populaire communale de Ahnif lance un avis d'ouverture de concours de recrutement sur titre pour le poste ci-après :

Grade	Mode De Recrutement	Diplôme Ou Titre Exigé	Spécialité demande	Nbre de poste	Lieu de nomination	Autre condition
Conseiller des activités culturelle et sportive de l'administration territoriale	Sur titre	Lettre , histoire archéologie , sport , activité physique conservation du patrimoine option préservation des bien culturel , beaux-arts ,théâtre audiovisuel	/	01	/	/

*** Le dossier de participation au concours devront être composés de :**

- demande manuscrite
- Une copie du diplôme , photocopie du relevé de note
- situation vis – a- vis du service national
- photocopie de la carte identité nationale
- 02 photos d'identité
- Certificat médical (médecine générale & phtisio)

NB : la date limite du dépôt des dossiers est 15 jours a compter de la date du la publication du présent avis dans les quotidiens nationaux , les dossier seront déposés a la commune d'ahnif bureau personnel ou envoyés

- Tout dossier incomplet ne sera pas pris en considération

L'EXPRESS DU 17/01/2023 ANEP : N° 2316001316

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022 - PRIX 20 DA Directeur de la publication ZAHIR MEHDAOUI

ELLE S'ADJUGE LA COUPE DU MONDE FACE À LA FRANCE

L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : L'EXPRESSDZ

Géopolitique : La Russie espère de la Chine un renforcement de leur coopération militaire

Vladimir Poutine a dit vendredi vouloir renforcer la coopération militaire avec la Chine, lors d'une rencontre par visioconférence avec Xi Jinping. Le président russe a loué la résistance de Moscou et Pékin face aux «pressions» occidentales.



«**D**ans le contexte des pressions sans précédent et des provocations de l'Occident, nous défendons nos positions de principe», s'est félicité Vladimir Poutine. Selon lui, «la coordination entre Moscou et Pékin sur la scène internationale (...) sert à la création d'un ordre mondial juste et fondé sur le droit international. (...) La coopération militaire et technique qui contribue à la sécurité de nos pays et le maintien de la stabilité dans les

régions clé a une place à part», dans la coopération russo-chinoise, a-t-il souligné. Puis le président a souligné que les deux puissances avaient «l'intention de renforcer la coopération entre les forces armées de Russie et de Chine». Confrontée à de

lourdes sanctions occidentales à cause de son offensive contre l'Ukraine, la Russie cherche ces derniers mois à renforcer ses liens avec l'Asie, en particulier avec la Chine, qui s'est gardée cependant de soutenir l'attaque russe contre son voisin.

«RÉSISTANCE AU STRESS»
Vladimir Poutine a en outre annoncé vendredi que son homologue chinois viendrait «au printemps» 2023 en Russie pour «une visite d'Etat», ce qui sera une première depuis le début de la pandémie de Covid-

19 en 2020. Pour sa part, Xi Jinping a fait l'éloge du «partenariat global et de la coopération stratégique» russo-chinois qui «font preuve dans cette nouvelle ère de la maturité et de la résistance au stress», selon ses propos traduits en russe et publiés par le Kremlin. «Nous sommes prêts à renforcer la coopération stratégique avec la Russie, à donner l'un à l'autre des possibilités de se développer, d'être des partenaires globaux pour le bien des peuples de nos pays et dans l'intérêt de la stabilité dans le monde entier», a-t-il assuré.

CONTREPOIDS GÉOPOLITIQUE

En évoquant cette rencontre virtuelle entre Xi Jinping et Vladimir Poutine, la chaîne de télévision nationale chinoise s'est enthousiasmée: «La Chine est prête à travailler avec la Russie et toutes les forces progressistes à travers le monde pour s'opposer à l'unilatéralisme, le protectionnisme et l'intimidation.» Moscou et Pékin se présentent comme un contrepois géopolitique face aux Etats-Unis et leurs alliés. Ils ont mené plusieurs exercices militaires conjoints ces derniers mois, notamment des manœuvres navales cette semaine en mer de Chine orientale.

La Russie s'efforce aussi d'augmenter ses livraisons de gaz à l'économie chinoise, grosse consommatrice d'hydrocarbures, d'autant que les Européens sont déterminés à se défaire de leur dépendance énergétique russe.

I.M.

In *Courrier International*

HÉCATOMBE. 600 000 MORTS : PLUS MEURTRIER QUE LA GUERRE EN UKRAINE, LE CONFLIT ÉTHIOPIEN N'ÉMEUT POURTANT PAS

La guerre intérieure meurtrière que connaît depuis deux ans l'Éthiopie a fait plus d'un demi-million de morts, selon des estimations internationales. Cette guerre passe encore trop souvent sous les radars médiatiques et émeut peu la communauté internationale. Ce chiffre montre l'invisibilisation politique et médiatique de certains conflits. Les affrontements qui ravagent l'Éthiopie depuis 2020 ont déjà fait «au moins 600 000 morts», selon des sources concordantes de la presse

internationale. Pourtant, on en parle très peu. Devant cette tragique situation, Madeleine Abraham interpelle frontalement le lecteur dans les pages du Guardian: «Vous pensez que la guerre en Ukraine est le conflit le plus meurtrier au monde? Détrompez-vous», écrit l'autrice britannique dont la famille est originaire de la région séparatiste éthiopienne du Tigré, théâtre principal de la guerre civile qui ravage le pays. Évoquant le conflit, Madeleine Abraham note: «Les victimes

ont été témoins de violations choquantes des droits de l'homme et, tragiquement, des civils ont été délibérément pris pour cible. Des dizaines de milliers de femmes ont été violées. Cela a duré deux ans et se produit aujourd'hui, mais il y a de fortes chances que vous ne sachiez même pas où cela se trouve. Bien qu'elle soit bien plus meurtrière que la guerre en Ukraine, les médias occidentaux l'ont pour la plupart ignorée.»

Le chiffre du jour : En 2022, près de 46 000 migrants ont traversé la Manche

Le nombre de personnes qui rejoignent le sud de l'Angleterre depuis la France à l'aide d'embarcations de fortune a explosé l'an dernier. Face à un phénomène en accélération constante, «L'année 2023 promet d'être redoutable pour le Premier Ministre Rishi Sunak», prévient le tabloïd The Sun. Les grèves se poursuivent dans de nombreux secteurs début janvier, sur fond d'inflation galopante, tandis que le système de santé public (NHS) ploie sous la pression des épidémies conjuguées de Covid-19 et de grippe. Dans le même temps, sur le front de l'immigration, un chiffre «décourageant» est venu clore l'année 2022, poursuit le journal conservateur: l'an dernier, 45 756 personnes ont rejoint les côtes britanniques par la Manche. Un nombre record, en augmentation de 60 % par rapport à 2021, précise le quotidien The Times. «L'accélération du phénomène se révèle spectaculaire par rapport à 2018, lorsque 299 personnes seulement avaient emprunté avec succès la route migratoire depuis la France.»

Du fait d'un durcissement des contrôles douaniers dans les ports français, les exilés ne parviennent plus à se cacher

à bord des camions et se lancent sur des canots pneumatiques. Et cette hausse des traversées «représente un casse-tête sans nom pour le gouvernement, qui se révèle incapable de trouver des solutions pérennes». La rhétorique ferme employée au Royaume-Uni par les ministres de l'Intérieur successifs semble, par exemple, bien vaine: l'écrasante

majorité des arrivées a eu lieu après la signature, en avril, d'un accord de transfert des demandeurs d'asile vers le Rwanda, censé dissuader les candidats à la traversée. En dépit du renforcement des patrouilles sur les côtes françaises et de la création en décembre d'un nouveau commandement intégré dans la Manche, «la réduction de

l'immigration illégale demeure une tâche titanesque» pour Rishi Sunak, résume The Sun. «La question, qui figure en tête des priorités des électeurs conservateurs, devra pourtant être résolue si les torys veulent entretenir le mince espoir de rester au pouvoir au-delà des prochaines législatives, prévues en janvier 2025.»

SOCIÉTÉ : COMMENT J'AI ATTERRI – BIEN MALGRÉ MOI – DU CÔTÉ OBSCUR DE TIKTOK

De fil en aiguille, l'algorithme de TikTok a proposé à ce journaliste du «Standaard» des vidéos de plus en plus tristes, voire carrément déprimantes, comme celles d'ados exprimant face caméra leur désespoir ou leurs envies de suicide. De quoi renforcer l'éventuel mal-être de ceux qui les regardent, alerte-t-il, en s'interrogeant sur les mesures que ce phénomène appelle. «Please save me I can't do this please», lisais-je dernièrement dans une vidéo TikTok, à côté d'un emoji représentant un cœur. «Je vous en prie, sauvez-moi, je n'y arrive pas.»

Je fais défiler l'écran. Le ton des vidéos se fait plus sombre encore. «Comment se suicider sans se rater?» vois-je soudain, la boule au ventre. Puis cette phrase: «Que fais-tu encore ici?» Un autre utilisateur réagit sous la vidéo: «Très drôle! Mais les conseils techniques, du coup?» Quand j'ai créé un nouveau profil, début novembre, je suis tombé par hasard sur une vidéo de feux d'artifice. «Tu es la personne que je préfère», disait le texte de la séquence. Inférant de l'absence de défilement que ce contenu me

plaisait, l'algorithme de TikTok s'est mis en quête d'autres séquences dont il pensait qu'elles pouvaient aussi m'intéresser. Ainsi vis-je défiler de plus en plus d'images de ville la nuit, d'autoroutes et de chemins de fer, accompagnées de textes de plus en plus sombres, dont une partie sur les chagrins d'amour. Plus je regardais, plus je voyais des gens qui se filmaient en train de pleurer, de s'épancher sur leurs idées noires et – parfois – leurs pensées suicidaires.

Source/ *The Standaard* (Netherlands)

1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											

Horizontalement

- 1- Confection. 2- Oiseau coureur - Interjection.
- 3- Plantes ornementales. 4- Il est facilement dupé - Liquides. 5- Esprit - Sifflement.
- 6- Gallium - Interjection - Appareil de levage.
- 7- On y travaille - Habileté. 8- Négation - Mélange de céréales. 9- Hâlée - Tête blonde.
- 10- Dans - Point de côté - Continent.

Verticalement

- 1- Action exercée sur l'opinion.
- 2- Pareil que la réanimation. 3- Intervalle entre deux planchers. 4- Porte-feuilles - Danseuse orientale. 5- Très amaigries. 6- Chants de victoire - Copulative. 7- Saouls. 8- Elle fait la cherté. 9- Qui visent à l'effet. 10- Appris - Fin de verbe - Entre trois et quatre.
- 11- Note - Papillon de nuit.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

<p>Cabotinage Cabautinage Cabotinnage Cabôtinage</p>	<p>Obedience Obédience Obéddience Obéissance</p>
<p>Faineantise Fainéontise Fainéantise Fénéantise</p>	<p>recueillir recueillir receuilir recueillir</p>

ARTICLE DE FUMEUR BOÎTE A SOUS	FORME GÉOMÉTRIQUE ALIGNÉE	TALOCHERAI ATTACHAI	CETTE CHOSE-CI POUFFÉ	PLAT AUVERGNAT	A LE POUVOIR DE PERFORERA	PRONOSTI- QUÉS
IL RÉTABLIT LA PAIX PSYCHISME	IMMOBILE POÈME DE 14 VERS	PARADIS	JOYEUSES ÉTENDARD	ARIDE SAINT	ÉQUIPÉ	
GOUVERNANT UN ÉTAT A MOI	PAS PRÈS ALIMENTÉS	ENTRE BLANC ET ROUGE ATTACHAS	ARIDE SAINT	TROUBLÉ DE COULEUR CLAIRE		
BANDAGE D'UNE ROUE SCIENCE ÉCOUTÉE	ALLA AU HASARD AXES DE FLEURS	TOUCHÉ TYPE INFÂME	ARIDE SAINT	ARBRE DÉCORATIF INFUSION		
ÉGALEMENT LANGUE D'ISTANBUL	MASTIQUER SYMBOLE DU NICKEL	COUP FAMILIER DÉPASSÉ	TRANCHE D'HISTOIRE LENTILLES	FACE DE DÉ PETITS HOMMES		
PRÉSIDENTS D'APC	REMISE EN COULEURS HÉSITA	PRIVE D'ÉCLAT DÉCHIFFRÉE	SOUILLÉ COUP AU TENNIS	TERRE ÉMERGÉE DIMINUTIF DE NACER		
AVOIR L'AUDACE DE ABSORBÉ	HABITUEL ROUTE NATIONALE	TINTER	PAS HAUTE			

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Entrée russe

ABSOLUE	HIROSHIMA	PATATE
AUBERGINE	HORRIBLE	PRONOMINAL
AVENUE	IMPAYABLE	RÉSIDENCE
BALIVERNE	LAÏQUE	SAINTE
BANQUE	LEXIQUE	SAVANT
BARRACUDA	MAINATE	SODIQUE
BRELOQUE	MARÉE	SOURICIÈRE
CAROTÈNE	MAURITANIE	SURVEILLER
CHÉTIVE	MINISTRONE	TAROT
CHEVILLE	MIXEUR	THÉMATIQUE
CLIENTÈLE	NÉVROSE	TIPASA
COLIMAÇON	NOËL	TRAPUE
CROCODILE	NOMBRIL	VEINE
DÎNER	NUCLÉOLE	VÉNÉNEUX
DINGUE	OPTIMALE	VOLLEY
DISPATCHER	PAELLA	VOLONTAIRE
EVOCATION	PALOMBE	YOURTE
FRIANDE	PANTOIS	

M	A	U	R	I	T	A	N	I	E	L	A	N	I	M	O	N	O	R	P
C	E	Z	C	A	C	E	H	V	M	X	Y	E	P	A	C	O	B	C	
L	A	V	R	R	T	H	O	T	I	O	E	U	A	U	A	R	A	E	O
I	N	O	O	A	O	R	E	N	N	L	L	N	E	R	P	R	E	S	L
E	T	U	T	C	R	C	E	T	L	I	T	O	O	N	R	A	O	E	I
N	N	A	C	I	A	S	O	O	I	O	A	T	N	A	E	D	R	L	M
T	P	E	B	L	T	T	V	D	I	V	E	S	C	T	I	N	E	T	A
E	Y	L	V	R	E	T	I	S	I	N	E	U	E	Q	A	X	E	S	C
L	E	O	O	R	I	O	L	O	E	L	D	E	U	U	I	I	A	V	O
E	E	N	U	P	O	I	L	E	N	A	E	E	U	Q	N	V	R	R	N
E	E	R	A	R	R	S	U	E	E	E	A	K	U	L	A	E	E	E	E
N	O	S	E	B	T	Q	E	N	E	M	L	E	E	N	O	H	V	C	C
R	A	E	M	I	O	E	I	E	I	L	E	B	T	U	C	S	H	A	N
E	E	O	D	L	C	G	E	H	T	B	A	R	A	T	G	E	B	P	E
V	N	U	E	N	R	I	S	U	M	A	U	M	A	Y	V	N	A	A	D
I	E	R	Q	E	A	O	R	O	Q	E	N	P	I	I	A	E	I	I	I
L	B	I	B	N	R	I	L	U	X	I	S	I	L	T	L	P	N	D	S
A	U	U	N	I	A	A	R	I	O	I	A	L	A	L	P	E	M	K	E
B	A	S	H	E	P	B	M	F	D	S	E	L	A	M	R	O	I	I	R
S	U	R	V	E	I	L	L	E	R	E	U	Q	I	T	A	M	E	H	T

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTELEMENT
LUCIDE - RELIEF - PARAFAIT - OSE - APLANI - LANDAU - LANGER - BEER - FI - HERAULT - MA - CHAR - CRISTAL - FEE - EPIEE - UNI - ROUEN - SANTE - ARBUSTES - RI - N - AERER - TASSEE - UN - ASILES - IN - GAG - FILTRERA - DEVALISERA - ON - MINEES - AVOUE - FESSU - EGLISES - NE - RN - LE - SES - UTES - AMUSEUSE.

VERTICALEMENT
SUPPLICE - RANGEMENT - CALA - HERBE - AVISEE - PIRANHA - OURAGANS - S - DANGE - REUSES - LEUR - DEFIER - PETRIFIE - NA - A - RACINE - LISSE - M - GRIL - URE - STELE - GLU - ETABLIES - ASTRALES - IL - NETS - ARS - RAVI - E - IODE - TUNISIE - OSSU - DESAR - MANT - ENROUEES - FEU - ALIENE - ANESSE.

MOTS CROISES

HORIZONTELEMENT
1- TUNIS - EMUE 2- ANE - TETONS 3- NIECES - NET 4- TO - ULTRA - E 5- NOIE - ACRE 6- TSET - EMOI 7- I - USINE - NA 8- NIV - ATRO - CE - 9- TORDRE - RED 10- ENEE - STORE.

VERTICALEMENT
1- TANT - TINTE 2- UNIONS - ION 3- NEE - OEU - VRE - 4- I - CUIITS - DE 5- STELE - IAR 6- EST - ENTES 7- ET - RAMER - T 8- MONACO - ORO 9- UNE - RINCER 10- ESTEE - AEDE.

4x4 Écussonnage - Effervescence Resserrement - Serpentin

BIFFE-TOUT : HARLEM

ACCIDENT DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE À SOUIDANIA UN MORT ET DEUX BLESSÉS

Un accident de la route est survenu hier sur l'autoroute à Souidania (Alger), faisant un mort et deux blessés. La Protection civile a indiqué que l'accident s'est produit vers 6h45, au niveau de l'autoroute Baba Hassen, en direction de Zéralda, commune de Souidania, dans la

capitale. Il s'agit d'un camion qui s'est renversé provoquant une collision avec trois voitures. Les blessés ont été évacués au centre hospitalier de la localité, tandis que le corps de la victime a été dirigé vers le service mortuaire du même hôpital.



Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:20	12:52	15:28	17:46	19:15

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 17 JANVIER 2023 // N°474 // PRIX 20 DA

Tassili Airlines lance le paiement électronique pour l'achat des billets d'avion

Les passagers pourront ainsi procéder au paiement des billets d'avion achetés en ligne, en débitant le montant de la transaction directement de leur compte bancaire...

La compagnie aérienne Tassili Airlines, filiale du groupe Sonatrach, a annoncé hier, dans un communiqué, repris par l'APS, le lancement du service de paiement électronique pour la réservation et l'achat en ligne des billets d'avion, destiné à la communauté algérienne installée en Europe. « Dans le cadre de la proximité relationnelle orientée client, Tassili Airlines proposera désormais sur son site internet www.tassiliairlines.dz, dès ce 16 janvier 2023, le paiement électronique en ligne ou e-paiement à travers la solution internationale IATA PAY », a précisé la même source. Ce nouveau service, « à la fois simple et rapide, constitue une solution permettant d'éliminer les déplacements au niveau des points de vente en Europe et permet à tout moment de réserver et d'acheter en ligne son billet d'avion,



n'entraînant aucun frais supplémentaire sur le prix du billet », a ajouté le communiqué. Ce service « est principalement destiné à la communauté algérienne installée en Europe, possédant un compte bancaire », a fait savoir la compagnie aérienne. Ainsi, les passagers pour-

ront procéder au paiement des billets d'avion achetés en ligne, en débitant le montant de la transaction, directement de leur compte bancaire, a expliqué Tassili Airlines, assurant « utiliser actuellement les derniers standards de sécurisation du paiement en ligne, les don-

nées sont chiffrées à travers des protocoles certifiés et approuvés ». La compagnie a indiqué également avoir « mis en place un back office composé d'une équipe qui répondra aux éventuelles questions des clients sur ce nouveau service».

Y.B.

ENTRÉE EN SERVICE DE L'USINE DE PRODUCTION D'INSULINE DE BOUFARIK

L'usine de production d'insuline (sous forme de solution injectable en stylo pré-rempli, destiné aux diabétiques), sise dans la commune de Boufarik (nord de Blida), a été lancée, hier, par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun. Dans une déclaration accordée à la radio nationale, le ministre qualifie cette réalisation « de grand pas », qui va permettre justement, dit-il, « de réduire le prix de l'insuline, mis à la disposition du malade algérien et aussi de faire des économies au niveau de la caisse de sécurité sociale ». « Pour moi aujourd'hui c'est une réussite, mais restons vigilants. Ce produit est tellement essentiel dans le traitement thérapeutique que nous ne pouvons plus nous permettre un flop quelque part », ajoute-t-il. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique affirme que son souhait est de voir cette unité terminer la réalisation globale, stylo et insuline. « Tout doit être fabriqué ici pour qu'on puisse parler d'une production locale », dit-il. M. Ali Aoun fait savoir qu'une autre usine de production de l'insuline sera lancée la semaine prochaine, au plus tard à la fin du mois en cours, à Alger, plus précisément dans la zone industrielle d'Oued Semar. « Ce faisant, on va pratiquement satisfaire à hauteur de 40 à 50 % le marché de l'insuline au niveau national. Mon objectif, actuellement, est la satisfaction des besoins du marché avec une production locale à des prix abordables », conclut-il.

R.N.

SIX MEMBRES D'UNE MÊME FAMILLE MEURENT INTOXIQUÉS AU MONOXYDE DE CARBONE À CHERARBA

Un couple et leurs quatre enfants qui vivaient dans la localité de Cherarba (dans Les Eucalyptus) dans la banlieue sud-est d'Alger ont été retrouvés morts dimanche soir. Ils ont succombé à des émanations dues à un chauffe-bain défectueux. Les victimes étaient âgées de 7 à 47 ans. « A leur arrivée sur le lieu du drame, les pompiers ont trouvé des cadavres dans un état de décomposition avancée. Parmi eux, il y avait les corps de trois filles et d'un garçon. Le sinistre s'est produit durant le week-end prolongé. Les victimes sont restées inani-

mées trois jours avant leur découverte. Nous avons sollicité les services de la morgue qui ont transféré les corps au cimetière El Alia », a affirmé, hier, le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah, à la chaîne Ennahar TV. Ce drame porte à 27 le nombre de personnes mortes par intoxication au gaz depuis le début de l'année, dont 17 en un seul jour la semaine passée. La Protection civile estime que ces drames sont dus à nombre d'erreurs relatives à la prévention

en matière de sécurité, l'absence de ventilation, le mauvais montage ou entretien, l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage ou la vétusté des appareils. Le monoxyde de carbone est un gaz toxique « redoutable, invisible, inodore et non irritant » à l'origine de plusieurs décès, a mis en garde la Protection civile qui fait état quotidiennement d'interventions pour sauver des personnes en ayant inhalé. En 2022, 103 personnes sont mortes en Algérie par intoxication au monoxyde de carbone.

Y.B.

AHMED KETTAB, EXPERT ET CONSULTANT INTERNATIONAL :

« ALLER VERS DES STATIONS D'EAU DE MER DE 100 000 M³ BIEN MAÎTRISÉES »

« L'Algérie devra adapter sa stratégie de gestion de l'eau à la donne climatique », préconise le Professeur Ahmed Kettab, expert et consultant international en matière de gestion de l'eau, lors de son passage ce lundi sur les ondes de la Chaîne III. Selon lui, « quelque 20 milliards de dollars ont déjà été dépensés par l'Algérie dans le secteur de l'eau ces vingt dernières années, notamment pour la construction de barrages, dont le nombre s'élève aujourd'hui à 85 (...) Il

est prévu, qu'à l'horizon 2025-2030, notre pays atteigne les 125 à 130 barrages ». Pour le cas de l'Algérie, l'expert préconise de « privilégier des petits barrages de 100 000 à 150 000 m³, mais des barrages en terre pour une durée de vie de 5 à 6 ans, et tous proches des exploitations agricoles ». A propos du traitement des eaux usées, le consultant souligne que « nous utilisons 1 à 2 milliards de m³, dont 80% sont finalement rejetés en eau usée. Celle-ci doit absolument

passer par des traitements, primaire, secondaire et même tertiaire, pour être réutilisées par l'agriculture et l'industrie et les loisirs ». Le même responsable a également mis en avant le développement d'une stratégie d'exploitation des eaux souterraines disponibles et l'élaboration d'une réglementation adaptée. S'y ajoute le dessalement d'eau de mer, mais « il faut aller vers des stations de 100 000 m³ bien maîtrisées ».

R.N.

QUAND LES MÉDIAS MAROCAINS DÉFORMENT LE COMMUNIQUÉ DE LA CAF

Plusieurs organes de presse et médias marocains ont déformé le communiqué de la Confédération africaine de football (CAF) concernant l'allocution prononcée par le petit-fils de Nelson Mandela lors de la cérémonie inaugurale du CHAN en Algérie. Si la CAF a affirmé l'ouverture d'une enquête sur des propos politiques prononcés lors de cette cérémonie, les médias notamment marocains, eux, ont déformé le communiqué de l'Instance africaine en rajoutant des mots qui n'y figurent pas, comme la « dénonciation » ou la « condamnation ». Outre ces deux mots inexistant dans ce communiqué rendu public par la CAF, les médias marocains & Co ont également employé des expressions que l'on ne trouve jamais dans ce document, à l'instar de « scandale », « violations » et « incidents » pour ne citer que celles-ci. En effet, le petit-fils de Nelson Mandela a tenu à remercier le président Tebboune d'avoir baptisé le stade de Baraki du nom de son grand-père Nelson Mandela. Le petit-fils de Mandela a ajouté que sa liberté ne serait complète qu'une fois la Palestine recouvre son indépendance et que la dernière colonie du continent africain -le Sahara Occidental- soit libérée.

R.S.